

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

## GÉRALD HANOTIAUX

L'AUSTÉRITÉ  
QUI VIENT

Page 4

## DOSSIER SYNDICATS

QUESTIONS À  
LA FGTB, CNE, CGSLB,  
FWA, FUGEA, MAP

Page 7

## CHRONIQUES

HUMEURS VAGABONDES  
REFONDER L'EUROPE  
EN RASE CAMPAGNE  
LOBBIES EN ROUE LIBRE  
FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

Kairos

Editeur responsable: Jean-Baptiste Godinot / asbl Respire — rue Joseph Cossemans, 32, 1030 Bruxelles

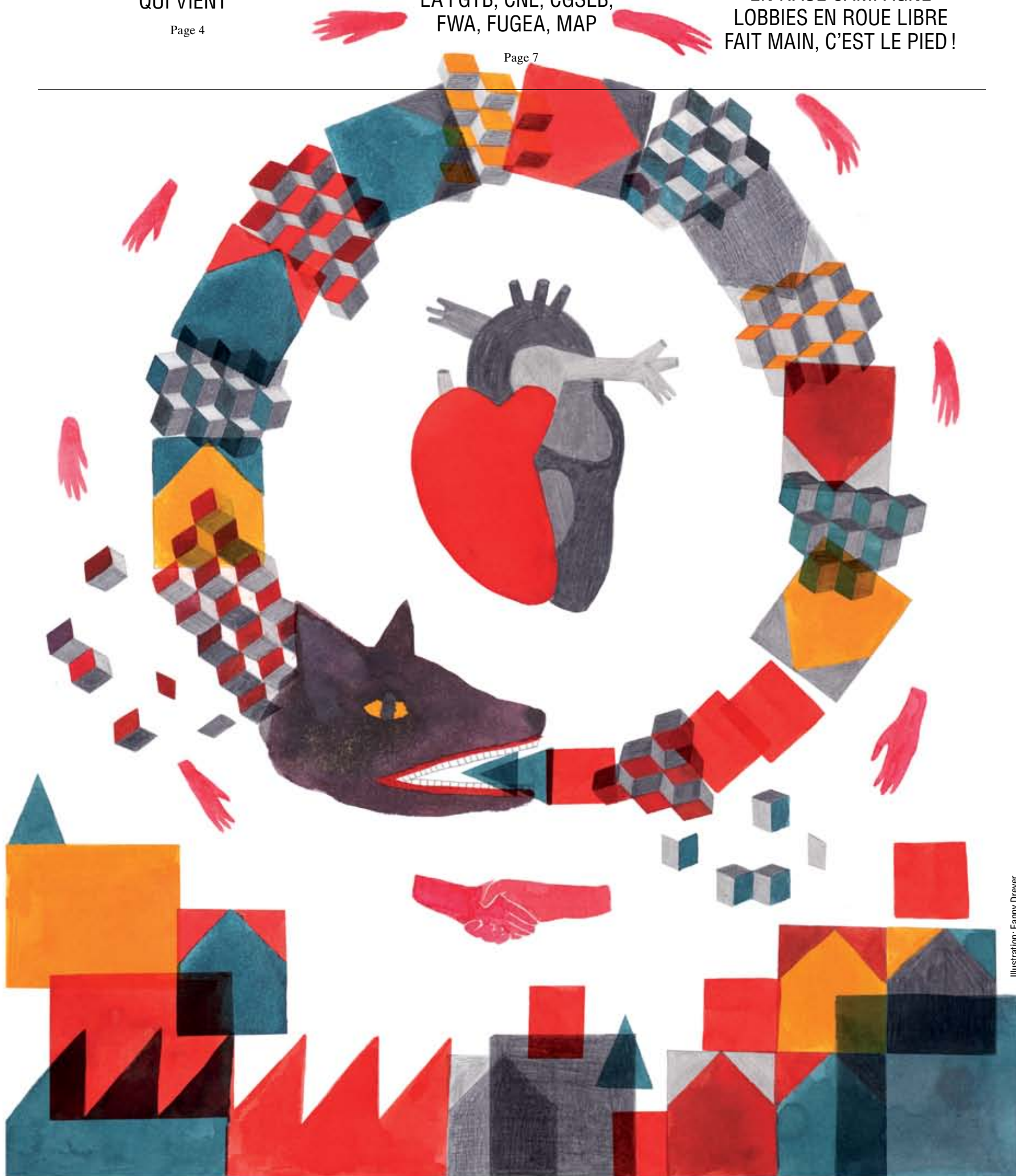


Illustration: Fanny Dreyer

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Page 2

HUMEURS VAGABONDES

Page 3

L'AUSTÉRITÉ QUI VIENT

Pages 4 - 5

CHRONIQUE DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Page 6

DOSSIER SYNDICATS

Pages 7 - 17

LE MORAL NÉCESSAIRE

Page 18

CHRONIQUE DE LOBBYCRATIE

Page 19

ALTERNATIVE

Pages 20 - 21

FAIT MAIN C'EST LE PIED

Page 22

BRÈVES

Page 22

AGENDA

Page 23

VU, LU, ENTENDU

Page 23

ABONNEZ-VOUS!

Page 24

ÉDITORIAL



Le 14 novembre a eu lieu une manifestation européenne contre « l'austérité ». Qu'il s'agisse de grèves, générales (Grèce, Italie, Espagne, Portugal) ou partielles, de manifestations, de forums publics, de preuves de solidarité, d'actions médiatiques et politiques, tous les pays européens ou presque ont été les théâtres de mobilisations populaires. A l'origine de ce mouvement dont l'ampleur donne une idée des forces qui sont en train de se mettre en mouvement: les syndicats.

Les mots d'ordre ont été variés en fonction des acteurs et des pays mais de toutes parts les organisations dénoncent la logique mortifère de « l'austérité » qui pousse l'Europe entière vers le précipice, sans pour autant s'attaquer à sa cause productiviste. Les syndicats n'ont pas mandat pour changer le monde entier, leur mission est en premier lieu de protéger leurs affiliés. Mais le chemin de l'histoire et les forces qu'ils y ont jetées ont fait de ces organisations des acteurs sociaux essentiels en Europe et ailleurs dans le monde.

Quels changements sociaux les syndicats promeuvent-ils ? Quels sont les intérêts, orientations et propositions (fondements?) qui les animent ? Nous pensons que les syndicats ont presque systématiquement plaidé pour plus de croissance, au moins depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, la Confédération Européenne des Syndicats « fondée en 1973, [qui] représente aujourd'hui 85 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 10 fédérations sectorielles » se bat sans cesse pour la croissance et la relance de l'écono-

mie. Revendiquer « une plus grosse part du gâteau » (les fruits de la croissance), voilà qui reste l'orientation stratégique syndicale. Les combats furent rudes parce que le patronat ne voulait rien lâcher de ses profits. Mais les combats furent menés main dans la main avec les tenants du capital pour plus de croissance.

Et maintenant ? Cela fait un bail que les écologistes de bon sens répètent « décroissance ou récession ». Nous n'avons collectivement pas choisi la décroissance (de l'empreinte écologique, pas des transports en commun...), et c'est la récession. Le gâteau ne grandit plus et il va même rétrécir en même temps que se raréfient les ressources naturelles qui sont le premier ingrédient de la recette du gâteau – le travail des travailleurs étant le second. On le voit bien en Grèce : la bataille pour les parts de gâteaux s'est transformée en guerre pour les miettes. Il faut donc changer de recette.

Nous vivons une époque de contradictions majeures, et pour prendre un chemin décent, il nous faut inventer et choisir une nouvelle manière de faire société. Les syndicats sont là nos meilleurs « *anemis* ». Ils sont une force de mobilisation incomparable, ils sont organisés et ils promeuvent la justice sociale. Mais ils plaident pour la croissance, qui est le problème ! « Toujours plus », c'est fini. Comment mener des vies décentes et appétissantes ? Les solutions sont innombrables, elles existent partout. Première urgence : ne plus alimenter la machine à détruire. Le reste en découle. Et les syndicats ont là un rôle majeur à jouer.



COURRIER DES LECTEURS

=> Envoyez vos réactions à: [courrier@kairospresse.be](mailto:courrier@kairospresse.be) (les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)

Chères lectrices, chers lecteurs,

Après les congratulations, que nous recevons avec délectation, n'hésitez pas à amorcer les remarques sur des articles, des divergences, ajouts, propositions, suggestions... Nous n'existons que grâce à vous... mais ce n'est pas pour ça qu'il ne faut nous dire que du bien.

Votre journal est génial!

Bruno

Bonjour

Merci pour l'exemplaire du numéro deux de Kairos. Je vous en félicite et vous remercie pour cette initiative d'utilité publique. Je suis entièrement acquis à la cause de la décroissance que vous défendez et qui représente un enjeu majeur de notre société. Je suis un fidèle lecteur du journal français «la Décroissance» dont vous me semblez être le pendant belge, en plus sérieux et plus sobre, mais avec un fond commun.

C'est donc avec plaisir que je vous fais un virement ce jour pour m'abonner, et vous suis déjà reconnaissant de me faire parvenir le numéro de septembre-octobre que j'attends avec impatience.

Dans la foulée, pourriez-vous également m'envoyer le numéro un, qu'un ami m'a prêté mais que j'aimerais pouvoir conserver.

Vous pouvez en tout cas compter que je parle et parlerai de votre journal autour de moi.

Bien à vous et avec toute ma gratitude.

Alain

J'ai acheté dernièrement un numéro de Kairos, dont j'ai apprécié et la forme et le fond, des articles soignés, bien écrits, un chouette dossier, de beaux dessins, etc. Bravo, donc !

Mickaël

Je reviens de vacances et quelle joie de découvrir le nouveau Kairos dans ma boîte ;-)

Manuel

Merci bien, et félicitation pour votre démarche et pour la qualité de vos papiers, je suis étudiante en journalisme et ça fait sacrément du bien de vous lire !

Bonne continuation.

Aurélia

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique par:  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
rue Auguste Lévêque, 37c – 1400 Nivelles

Tirage : cet exemplaire a été tiré à 2.500 exemplaires

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Editeur responsable: asbl Respire - Jean-Baptiste Godinot  
Rue Joseph Coosemans, 32 - 1030 Bruxelles – Belgique  
[info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be) – [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)  
Tél.: (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175

Co-rédaction en chef:  
Alexandre Penasse, Jean-Baptiste Godinot

Graphisme: Pierre Lecrenier

Trésorerie: Sandy De Wilde

Relecteurs: Nadia, Janine, Marie-Paule, Benoit



Chroniqueurs:  
Gwenaël Brees, Jean-Pierre Léon Collignon,  
Paul Lannoye, Corporate Europe Observatory,  
la Foire aux Savoir-Faire asbl

Illustrations: Fanny Dreyer, Titom, Félicie Haymoz,  
Marion Sellenet, Anne Brugni, Abdel Bouzbiba, Elise  
Wilk, Lucy Watts, Isabelle Haymoz, Anne Castaldo

Ont contribué à ce numéro: Gérald Hanotiaux,  
Myrtille Gonzalbo, Ronnie Ramirez pour Zin TV

# HUMEURS VAGABONDES

RUBRIQUE

Fini de rire; les choses sérieuses commencent, ont, en réalité, commencé depuis très longtemps, bien avant que la conscience de l'étendue du désastre qui se profile ne nous vienne. Et quand je dis nous, je pense à celles et ceux qui étaient un peu, voire même largement en avance sur l'époque, ces quelques figures moquées, dénigrées, injuriées qui avertissaient, nous mettaient en garde et qui n'ont été entendues que par quelques hurluberlus-chevelus-barbus, pionniers du mouvement écologiste dont on sait la piètre chose qu'il est depuis devenu entre les mains de celles et de ceux que dévorent l'ambition politique et le goût des places qu'elle promet à ses meilleurs et fidèles serviteurs. Mais cela n'est qu'un détail parmi d'autres car, bien évidemment, l'infamie et la servilité sont largement partagées par toutes les élites politiques, à de très rares exceptions près. Aujourd'hui, plus de quarante ans après René Dumont, ce sont des groupes de réflexion qui réunissent des citoyens, des penseurs, des philosophes qui, contre la démission générale, avec les mots comme seule arme, ont repris le flambeau de la critique et de la remise en cause des fondements de ce monde de brutes et de requins. Car les choses doivent être clairement dites : la «crise» – qui est sans doute le mot le plus répandu du temps – qu'on la présente comme financière, économique, de la dette et de tout ce qu'on voudra, n'est que l'aboutissement parfaitement prévisible d'un processus qui a commencé à l'aube de la société industrielle en même temps que l'aveugle confiance dans le progrès – exclusivement matériel – qui se profilait comme seule voie désormais ouverte à l'émancipation de l'homme.

Les débuts furent difficiles, bien évidemment; les princes d'industries, les détenteurs de la richesse qui commençait de s'accumuler, tenaient les masses appelées à travailler pour la conquête d'un futur bonheur terrestre pour gens de peu. Le labeur était rude, la paie misérable, les journées interminables. C'est miracle si, en ces temps lointains, la plèbe ne s'est soulevée que sporadiquement et qu'il ait fallu attendre la naissance du mouvement ouvrier, l'émergence des premières structures d'entraide pour que, de loin en loin, se fassent jour les premières escarmouches puis les combats menés par les figures dominantes des partis du peuple pour qu'enfin se profile la Grande Révolution bolchevique qui, pour longtemps, dans l'imaginaire des masses, devait tenir lieu de référence universelle. Au passage, les progrès en matière d'armement, les disputes et les rancœurs au sein de la vieille Europe auront accouché du premier conflit mondial: quelques millions de morts et d'estropiés et, après la signature du Traité de Versailles, un redécoupage des anciennes frontières, l'humiliation de l'Allemagne et les ingrédients de la deuxième guerre universelle. Laquelle avait été, entreautes facteurs, la suite logique de la crise de 1929 dont on

sait qu'elle fut le fruit de la fureur mercantile de quelques financiers et autres fous d'argent.

En 1936, le Front populaire, entre-temps, avait été l'occasion, pour les masses, d'obtenir, de haute lutte, de ces acquis qui préfiguraient déjà ce qu'il en serait des temps futurs (puisque, aussi bien, la guerre n'était encore qu'un spectre que les chancelleries et les diplomates avaient à charge de faire oublier). On a vu comment ce qui était déjà la première puissance a réglé la fin des hostilités en Asie. Deux bombes atomiques sur deux villes japonaises inauguraient le début de la «guerre froide» durant laquelle les deux blocs antagonistes, chacun à leur manière, entendaient faire le bonheur de leurs peuples. Les bouleversements et les choix industriels, la fin progressive du rôle de l'État dans les affaires de l'économie, donnèrent lieu, à l'ouest, à ces fameuses «trente glorieuses» qui virent s'affirmer – malgré le bel et , pour quelques-uns d'entre nous, inoubliable intermède du printemps 1968 – la primauté de l'égoïsme individuel et la folle course aux choses et objets de toutes natures, devenus la norme d'un nouvel humanisme. A l'est, l'Empire soviétique et ses satellites faisaient de leur mieux en ce domaine, sans pour autant pouvoir prétendre rivaliser avec les fulgurantes victoires du commerce tel qu'il s'affirmait du côté du monde dit libre.

**Les promenades des militants de Bastille à Nation, à Paris ou de la gare du Nord à celle du Midi, chez nous, à Bruxelles, n'ont aucune influence véritable sur les gouvernements en place que ce genre de démonstration «bon enfant» arrange tout autant que les milieux patronaux.**

Du reste, comme l'exprimait joliment Jean-Pierre Voyer sur son site internet, les peuples qui ont vu s'effondrer la mascarade du «communisme» manière stalinienne, n'ont pas conquis la liberté à l'occasion de cet historique et soudain délabrement, mais c'est bien le commerce (et donc, le capital, la finance, les extorsions de toutes sortes) qui s'est invité et a vaincu. A cet égard, donc, le monde était enfin unifié, mondia-

lisé – comme cela se dit aujourd'hui – avec les conséquences que l'on sait.

La démission – et la collusion – de plus en plus visible des élites politiques devant la tyrannie de la pseudo-science économique et des pires de ses représentants autorise et même, accompagne, avec une jubilation parfaitement dégoûtante, les pires entreprises jamais menées contre ce qui ressemble encore vaguement à de l'humanité. Partout la misère gagne dans le même temps que les exorbitants profits des propriétaires du monde prennent des proportions proprement démentielles. Dans le même mouvement, c'est la totalité de ce qui tente encore d'exister qui est maintenant menacée par l'effervescence vertigineuse qui s'est enclenchée sur une période d'à peine dix ans. Inutile d'y insister, il est devenu banal de dire qu'un monde limité en ressources et en espace ne peut rencontrer la démesure et la folie de l'expansion infinie, de la fameuse et mortifère croissance à tout prix. C'est pourtant ce que continuent de prôner comme seule perspective les têtes molles et les esprits bornés, de la directrice du FMI, Christine Lagarde, en passant par les différents – et si semblables dans leur insondable bêtise – responsables politiques de tous bords; ou presque. Auxquels on ajoutera une bonne part des directions syndicales qui en appellent encore et toujours au plein emploi, à la relance économique, à la défense du pouvoir d'achat et autres stupidités dont on est en droit de se demander si, par quelque côté, elles ne font pas leur affaire. Ces appareils, éloignés de plus en plus de leur base, elle-même soumise à la torpeur ambiante – de ce côté-ci de l'Europe, en tout cas – n'ont pas encore eu le courage ni l'intelligence de prendre la juste mesure des enjeux de l'heure et des moyens à mettre en branle qui pourraient y apporter les meilleures réponses. Les promenades des militants de Bastille à Nation, à Paris ou de la gare du Nord à celle du Midi, chez nous, à Bruxelles, n'ont aucune influence véritable sur les gouvernements en place que ce genre de démonstration «bon enfant» arrange tout autant que les milieux patronaux. Mais passons.

Maintenant, ce qui ne devrait échapper à personne – et qui pourtant paraît bien être le cadet des soucis de la grande masse de celles et ceux que nous croisons tous les jours – c'est que, sauf arrêt brutal de l'immense machinerie, il ne faudra plus attendre très longtemps pour voir le vaisseau sur lequel nous naviguons<sup>1</sup> se briser irrémédiablement contre le gigantesque iceberg dont, par peur, par paresse – d'autres par intérêt – nous persévérons de nier l'existence.

Jean-Pierre L. Collignon

(1) «Pourquoi notre hyper-Titanic va couler» de Pierre Vaudan, sur le site «Dedefensa.org» du 5 octobre 2012.

# L'AUSTÉRITÉ QUI VIENT

Dès la création du gouvernement Di Rupo en décembre 2011, la Belgique adopta au pas de course des mesures visant, dit-on, à faire face à la crise économique, dont une étape eut lieu en 2008 lorsqu'une série de banques durent être sauvées de la banqueroute par l'Etat, après des opérations spéculatives dont elles connaissaient les risques. Irritations, énervements, révoltes,... devraient se manifester au sein de la population, hélas, il semble que tout reste plutôt calme!

## UN GOUVERNEMENT, VITE!

Le dimanche 23 janvier 2011, quasiment un an avant la prestation de serment du 'socialiste' Elio Di Rupo à la tête d'un gouvernement, plus de 30000 personnes manifestèrent dans les rues de Bruxelles. Un bon score, mais... événement peut-être unique au monde, surréalisme belge oblige, cette foule ne défila pas pour attaquer une politique à l'œuvre ou des mesures gouvernementales, mais se mobilisa POUR un gouvernement.

Nous le savons, la Belgique détient le record du monde -tous types de régimes politiques compris- de la période la plus longue sans gouvernement de plein exercice. Temps joyeux! Lorsque durant des mois la classe politique se disputait, au gré des humeurs d'un autonomiste occupant un espace politique laissé béant par l'ineptie d'une gauche convertie au néolibéralisme, aucune initiative socialement désastreuse ne fut mise à l'agenda. Durant 541 jours: calme plat pour l'austérité!

Aujourd'hui nous le subissons, le gouvernement, et on se sert... dans la poche des plus pauvres de ce pays!

## UNE VIEILLE HISTOIRE.

Parmi ses premières mesures, le gouvernement s'attaqua notamment aux chômeurs, répondant aux attentes et revendications de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB). Au programme: réduction du maigre niveau des allocations de chômage pour certains, suppression pour d'autres. Si les travailleurs perdant leur travail toucheront à présent 65% (au lieu de 60%) de leur salaire durant les six premiers mois d'inactivité, la dégressivité s'accroîtra progressivement pour atteindre après 36 mois un forfait (chef de ménage 1090 euros, isolé 916 euros et cohabitant 484 euros). Ces sommes, placées en regard du coût de la vie quotidienne, indiquent clairement l'impossibilité de vivre dignement de ces revenus. Plus grave encore, les 'allocations d'insertion', octroyées aux personnes n'ayant jamais rempli la période de travail néces-

saire pour obtenir les allocations de chômage sur base du travail, seront désormais limitées dans le temps! Après 36 mois sans travail, on vous coupe les vivres!<sup>1</sup>

Réalisant le vieux rêve libéral belge, le premier coup de poignard dans les allocations de chômage illimitées dans le temps restera dans l'Histoire frappé des sceaux socialistes du PS, parti du Premier ministre, et du SP-A, parti de la ministre de l'emploi. Champagne à la FEB et chez les libéraux des deux communautés!

Selon l'équipe de monsieur Di Rupo, ces attaques sociales seraient justifiées par la récente crise économique, mais il n'en est rien. D'abord pensées au sein de la Stratégie Européenne pour l'Emploi en 1997, elles furent ensuite formalisées au Sommet de Lisbonne en 2000, pour se concrétiser en Belgique en 2002 avec la transformation des Centres Publics d'Aide Sociale, en Centres Publics d'Action Sociale (CPAS), puis en 2004 avec le contrôle du comportement des chômeurs, des changements conditionnant l'octroi du minimum vital et des allocations de chômage à des preuves de recherche active d'emploi.

Les allocataires sociaux devinrent plus compétitifs, ils furent activés. De nombreux chômeurs en attente d'un travail c'est bien, mais de nombreux chômeurs s'agitant dans tous les sens pour dégoter des emplois inexistantes, c'est mieux. La Belgique compte des centaines de milliers de chômeurs, que ces derniers envoient deux, quatre ou cinquante lettres de motivation sur le mois n'y changera évidemment rien. Un seul but à ces plans de contrôle: faire pression vers le bas sur le monde du travail, placer les demandeurs d'emploi toujours plus en position de concurrence!

Pourquoi, dans la vision des responsables européens, toutes ces mesures s'imposèrent-elles à ce moment précis? A l'époque du Sommet de Lisbonne, une majorité de pays de l'Union étaient gouvernés par des formations politiques dites 'de gauche', une légère relance économique s'était fait sentir et des mesures venaient menacer les visions libérales de gestion du marché du travail. Par exemple, la France vota la loi sur les 35 heures de travail hebdomadaire. A mille milliards de lieues de nous l'idée d'idéaliser une formation nommée Parti Socialiste, cependant prononcer aujourd'hui ces cinq mots d'affilée révèle une teinte sonore bizarre: réduction / du / temps / de / travail.

Diantre! Une Union européenne composée d'États majoritairement gérés par des formations socio-démocrates capitalistes suffit donc à l'époque à paniquer les responsables des institutions européennes! C'est dire...

## VIVE LE CHÔMAGE!

Afin de maintenir les salaires au plus bas et la possibilité de déréguler toujours plus le marché du travail, dans le contexte européen de 2000, les chômeurs risquaient de manquer et, en parallèle, leur pression sur le monde du travail risquait de diminuer... Pour les groupes sociaux représentés

par les institutions européennes, il fallait empêcher les travailleurs de se réveiller et de se tourner vers la revendication de meilleures conditions, de vie et de travail.

Contrairement à ce qu'indiquent les lamentations politiques constantes depuis des décennies, le chômage massif n'est pas seulement un fait, mais aussi un outil économique, souhaité et planifié. Le Bureau fédéral du Plan fixe en effet un taux de chômage sous lequel il n'est pas souhaitable de descendre. Pour 2008, le taux de chômage ne devait pas descendre en dessous de 13%<sup>2</sup>. Pour le Bureau du Plan, des tensions salariales débouchant sur des hausses de salaires se manifestent lorsque le taux de chômage se situe sous le NAIRU, une mauvaise chose pour les actionnaires! Le NAIRU est le 'Non accelerating inflation rate of unemployment', en français 'taux de chômage n'accéléralant pas l'inflation'.

Sur le sujet, laissons la parole à Bernard Conter, politologue. «On comprend aisément l'utilité, formulée par la théorie néoclassique, d'un taux de chômage minimum pour limiter les exigences salariales et l'inflation. Ce 'minimum de chômage nécessaire' est appelé chômage d'équilibre ou encore NAIRU. Pour reprendre une assertion connue, le chômage n'est pas qu'un problème, c'est aussi une solution. Toutefois, pour que les chômeurs exercent une 'menace crédible' sur les travailleurs, il faut qu'ils soient réellement compétitifs, c'est-à-dire disponibles, bien formés et recherchant activement du travail. C'est l'intensité de la recherche d'emploi, plus encore que l'existence du chômage, qui constitue un réel instrument de pression à la baisse sur les salaires. Dans cette perspective, il ne faut pas qu'un système d'indemnisation du chômage 'désincite' les chômeurs à chercher du travail. Il s'agit, au contraire, de les y encourager grâce notamment aux politiques 'd'activation' des chômeurs (formation, accompagnement, aide à la recherche d'emploi). Ce n'est qu'en l'absence des 'rigidités' évoquées plus haut (salaire minimum, syndicats, allocation de chômage, droit du travail, etc.) et grâce à la 'compétitivité' des demandeurs d'emploi que le chômage contribue à discipliner et à limiter, notamment, les prétentions salariales.»<sup>3</sup>

Voilà donc un acronyme, NAIRU, nécessaire à la compréhension des rapports de forces en présence dans les enjeux actuels, au sein de nos rapports avec les pouvoirs économique et politique, mais également au sein des rapports sociaux, entre catégories artificiellement séparées d'individus, telles que 'chômeurs', 'travailleurs', 'allocataires de CPAS', 'pensionnés'...

## CASSER LES CLIVAGES.

Une participante au « G1000 », sommet organisé le 11 novembre 2011 pour sonder un échantillon de mille représentants de la population belge, nous exposa la teneur des discussions sur la sécurité sociale. Au sujet du chômage, les principaux votes donnèrent 38% des participants désirant 'rendre le travail plus attrayant en augmentant le salaire de base' et 36% 'pour la limitation des allocations dans le temps'. La stratégie du pouvoir, monter les gens les uns contre les autres, révèle donc toujours



Illustration: Félicie Haymoz

son efficacité. Pourtant ces données, placées côte à côte, sont simplement incompatibles. Pour résumer et définitivement enfoncer le clou : allocations de chômage limitées dans le temps = plus de gens placés de force sur le marché du travail = plus de concurrence entre humains cherchant à disposer de quoi manger tous les jours au sein d'une offre de travail limitée = plus de pression sur les salaires. Et donc : PAS d'augmentation des salaires!

Cette course à l'emploi est un subterfuge, au final plus de gens se retrouvent dans des postes de travail précaires, à côté de toujours plus de miséreux prêts à saisir n'importe quel travail. Une assurance digne de chômage est donc l'assurance de salaires dignes dans l'ensemble du monde du travail.

Dans une perspective métaphorique, côte à côte ces deux aspirations populaires équivalent par exemple à désirer une baisse radicale du nombre de cancers du poumon, tout en fixant le prix du paquet de cigarettes à 45 centimes d'euros.

Par ailleurs, les chômeurs ne sont pas les seuls concernés: quelle fut la première mesure de notre gouvernement fraîchement constitué? En période de pénurie d'emplois, lorsque les gens sont licenciés par dizaines ou centaines d'individus, il décida de reculer l'âge de la pension. Les travailleurs âgés rejoignent les chômeurs dans l'arène, plus nombreux sur le terrain, donc, pour le même nombre de postes de travail, voire moins. Toujours plus nombreux, toujours plus en concurrence.

Les travailleurs pestant, avec le monde politique et la presse<sup>4</sup>, envers les chômeurs présentés comme des profiteurs, se tirent en réalité des balles dans les pieds. Nous aimerions assister un jour au réveil des journalistes de la presse quotidienne, et les voir rappeler au public ces simples évidences, mais pour l'instant ils préfèrent la plupart du temps diffuser la propagande de division: les chômeurs seraient des profiteurs. Comme s'il était possible de profiter de quoi que ce soit en vivant avec quelques centaines d'euros mensuels...

Il n'existe certes pas de recette miracle, mais l'ambition principale d'un mouvement social aujourd'hui doit être, de manière urgente, de tenter la connexion des différents mondes dont les intérêts convergent vers des ennemis communs, aujourd'hui contre les gouvernements européens d'austérité, mais de

manière plus large contre la société de consommation et le mythe d'une croissance infinie !

## LE TRAVAIL REND LIBRE.

En ces temps de gouvernement retrouvé, et si l'on est chômeur sous Di Rupo, il est prudent d'anticiper quelque peu l'avenir et de connaître les idées reposant dans la tête des ministres. Monica De Coninck, en charge de l'emploi, nous donna un aperçu de son idéologie lors de sa première prise de parole publique en janvier 2012, dans une longue interview à la presse<sup>5</sup>. Au programme? Le Pire!

Ornant la Une du journal, un slogan nous indique que la ministre est atteinte du célèbre 'Syndrome d'Orwell', le plus sérieusement du monde elle déclare: « *Il y a assez de travail pour tout le monde* »! Nous connaissons l'antienne fantasmagorique politique et syndicale, assénée depuis 40 ans, selon laquelle l'objectif souhaitable serait un plein emploi encore atteignable dans le contexte actuel, sans repenser fondamentalement l'organisation sociale et professionnelle de notre société. Dans la rhétorique du gouvernement Di Rupo, il ne s'agit plus d'un souhait mais d'une affirmation. Tels les slogans totalitaires du roman '1984', du type '*la guerre c'est la paix*' ou '*la liberté, c'est l'esclavage*', en 2012 en Belgique nous devrions l'intégrer, c'est un fait: il y a du travail pour tout le monde!

En pages intérieures, sous le titre : « *Contrats flexibles pour chômeurs de longue durée* », l'interview nous indique la politique d'amplification du précaire à venir sous ce gouvernement d'austérité. 1253 mots, pour 7438 caractères, tous aussi édifiants les uns que les autres. Forte de son expérience comme présidente du CPAS d'Anvers, et de l'application des politiques de travail forcé pour conserver le droit au minimum vital, la ministre semble considérer les pauvres comme des handicapés. « *Dans notre société les normes sont très élevées: pour réussir, il faut être beau, intelligent. Il y a un groupe de gens qui ne peut pas atteindre ces normes.* » Si certains ont pu être remis au travail, pour d'autres c'est extrêmement difficile, « *ce sont souvent 'des inadaptés sociaux' qui cumulent les handicaps. Ils sont parfois peu intelligents, ou trop vieux, ou dépendants de l'alcool, de la drogue (...)* Pour eux, on devrait pouvoir imaginer des travaux d'intérêt public. Pas pour sanctionner. Mais pour qu'ils restent intégrés dans la société. Le travail fonde l'identité des gens ». Voilà donc sans doute

le type de travail disponible pour tout le monde! A la question de l'enseignement tiré par cette expérience personnelle au CPAS, elle nous livre en réponse: « *Quand on prend les gens par le collier, on peut les activer.* » Wouf Wouf!

La crise, un mot définissant à l'origine un état soudain, furtif et perturbant, a de beaux jours devant elle. Elle permet aujourd'hui d'accuser ceux qui n'ont rien de profiter du système.

## Gérald Hanotiaux

(1) Pour un détail des mesures gouvernementales touchant les chômeurs, consultez le site des travailleurs sans emploi de la FGTB, à cette adresse : <http://www.tselux.be/article-reforme-des-allocations-de-chomage-106965871.html> ou du comité de chômeurs '1000 milliards' à cette adresse: <http://www.1000milliards.be/?p=316>

(2) 'Le NAIRU en Belgique : 13 % de chômage utile! Le Bureau du plan veut activer les plus de 50 ans!', Luca Ciccio, Journal du Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, numéro 58, avril 2007, pp. 18-19. [www.asbl-csce.be](http://www.asbl-csce.be)

(3) 'Taux d'emploi et NAIRU : Le scandale du chômage nécessaire', rencontre avec Bernard Conter, par Luca Ciccio, Journal du Collectif Solidarité Contre l'Exclusion, numéro 58, avril 2007, pp. 14-17. [www.asbl-csce.be](http://www.asbl-csce.be)

(4) Voir par exemple l'imposant dossier de Bernard Demonty dans Le Soir du 6 février 2012, 'Les chômeurs sont des profiteurs'... au moment où apparaissent les nouvelles attaques gouvernementales. De même, la grève est sans cesse vilipendée, une analyse de la presse belge est disponible sur le site 'ACRIMED - Observatoire des médias', voir 'Grève en Belgique: Haro sur les grévistes et les syndicats', Daniel Zamora, le 3 janvier 2012. <http://www.acrimed.org/article3741.html>

(5) 'La ministre de l'emploi Monica De Coninck dévoile ses intentions', entretien avec Laurent Gérard et Vincent Rocour, La Libre Belgique, 24 janvier 2012, à lire à cette adresse : <http://www.1000milliards.be/?p=363>.

**POUR INFORMATION,  
LE COLLECTIF 'DITES 33',  
RÉCEMMENT CRÉÉ, PROPOSE  
D'AGIR CONTRE L'AUSTÉRITÉ  
ET DE FAIRE PAYER CEUX  
QUI EN ONT LES MOYENS.  
PLUS D'INFORMATION  
SUR WWW.DITES33.BE**

# IL Y A URGENCE : IL FAUT REFONDER L'EUROPE

Quatre ans après les débuts de la crise financière, il faut bien constater l'inefficacité totale des mesures décidées au niveau de l'Union européenne. Prisonnière de la logique ultra-libérale inscrite dans les traités depuis 1992, l'Europe s'accroche à ses présupposés : il faut réduire les dépenses publiques et rendre moins généreuse la protection sociale.

## UN NOUVEAU TRAITÉ POUR UNE AUSTÉRITÉ DURABLE

Le traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance TSCG (appelé aussi pacte budgétaire) signé le 2 mars 2012 par les chefs d'Etat et de gouvernement (à l'exception du Royaume-Uni et de la République tchèque) s'inscrit parfaitement dans cette logique. Il prétend en outre figer en règles constitutionnelles les nouvelles contraintes budgétaires.<sup>1</sup>

Le TSCG dépossède clairement les parlements nationaux de leur fonction qui est de débattre démocratiquement des enjeux budgétaires et de décider ce qui est bon pour les citoyens.

La bonne gouvernance, selon ce traité, consiste à se conformer aux intérêts des marchés financiers et à confier le pouvoir de décision à des experts chargés de vérifier le respect de critères rigides.

Il faut rappeler que les critères dits de Maastricht fixés en 1997 (moins de 3% du PIB pour le déficit budgétaire et moins de 60% du PIB pour la dette publique) n'ont été que rarement respectés depuis leur adoption, ce qui avait entraîné Romano Prodi, alors Président de la Commission, à les qualifier de stupides.

Quinze ans plus tard, ces critères sont rendus plus sévères encore puisque le déficit devra être inférieur à 0.5% et que des règles drastiques de réduction progressive de la dette seront imposées avec sanctions à la clé.

Par contre, les mécanismes qui garantissent l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et lui interdisent de prêter directement aux Etats membres ne sont pas remis en cause.

Ainsi, la BCE prête aux banques actuellement à 1% d'intérêt, leur laissant toute liberté de prêter aux Etats à des taux usuraires. (5.91% à l'Irlande, 6.58 % à l'Espagne ; 9.89% au Portugal ; 24.34% à la Grèce ... contre 1,34 % à l'Allemagne).<sup>2</sup>

Cette situation absurde et injustifiable est le résultat de choix idéologiques qui ont largement démontré leur inanité. Que ces choix se voient pérennisés et constitutionnalisés est aussi scandaleux qu'inefficace.

Il est faux de prétendre que le TSCG va sauver les pays endettés et en récession profonde. De même que la saignée n'a jamais sauvé un malade



Illustration: Marion Sellenet

épuisé et anémié, la cure d'amaigrissement budgétaire et de réduction de la protection sociale ne pourra aider les Etats en difficulté mais au contraire accentuera la dépression et risque de projeter dans le chaos l'Europe entière par effet domino.

## REBÂTIR L'UNION EUROPÉENNE SUR DE NOUVELLES FONDATIONS.

L'heure est venue d'ouvrir les yeux comme nous y invitent par ailleurs des personnalités aussi peu suspectes de gauchisme révolutionnaire que Joseph Stiglitz et Paul Krugman, tous deux prix Nobel d'économie.

Le modèle néo-libéral qui guide les choix européens depuis le traité de Maastricht a fait faillite : la foi dans les vertus du marché libre et de la réduction systématique du rôle des pouvoirs publics a conduit à une croissance vertigineuse des inégalités, aussi bien au sein des Etats membres qu'entre eux. Je suis convaincu depuis longtemps que l'Union monétaire mise sur pied sans politique européenne de coordination des politiques économiques et sans harmonisation fiscale et sociale n'est pas viable.

L'Europe, avec le TSCG, entre dans l'ère post-démocratique comme le dénonce le philosophe Jurgen Habermas. En multipliant les contraintes et en ignorant obstinément ses citoyens, elle se rend de plus en plus odieuse à leurs yeux et fait le lit de l'extrême-droite. Réformer le fonctionnement à la marge par des gestes essentiellement symboliques ne suffit pas.

Il faut repenser l'Union européenne, oublier Maastricht et Lisbonne et a fortiori le TSCG.

La stabilité monétaire ne peut plus être le critère unique qui guide les choix économiques et budgétaires. La crise multidimensionnelle qui sévit impose d'initier au plus vite une mutation profonde vers une économie écologiquement et

socialement soutenable, et d'abandonner les incantations stériles pour un retour à une impossible croissance.

Cette mutation impose une nouvelle Union européenne qui soit à la fois écologique, économique, fiscale et sociale. Cette Union, pour mériter enfin son nom, nécessite un budget européen important et des mécanismes de solidarité effectifs entre Etats membres.

Dans l'immédiat, je pense qu'il est indispensable de réaliser un audit de la dette publique des Etats membres pour distinguer la part illégitime de cette dette (notamment, celle qui résulte des taux usuraires imposés par les banques).

La Banque centrale européenne doit prêter directement aux Etats, ce qu'interdit actuellement le traité européen.

Enfin, une renégociation générale des dettes publiques me paraît incontournable, quoi qu'en pensent ceux qui ont oublié les leçons de l'Histoire.

Faut-il rappeler qu'en février 1953, lors de l'accord de Londres signé par 21 pays créanciers, l'Allemagne a obtenu l'effacement de la moitié de sa dette publique, ce qui a permis le lancement du « miracle économique » qui a fait d'elle la première puissance économique en Europe ?

### Paul Lannoye

Ancien président du Groupe des Verts au Parlement européen ;

Administrateur du Grappe (groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique).

(1) Voir à ce sujet l'excellent ouvrage des économistes atterrés *L'Europe mal traitée*, éd. Les liens qui libèrent, 2012.

(2) Chiffres Eurostat- août 2012

# SYNDICATS ET PRODUCTIVISME

DOSSIER

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les représentants des patrons et des travailleurs ont conclu un pacte qui était en gestation depuis plusieurs décennies. Après la révolution industrielle qui avait considérablement durci les conditions de travail ouvrier, et après la révolution russe de 1917 qui avait fait trembler les élites occidentales, la voie s'ouvrait pour un compromis entre les tenants du capital d'une part et ceux qui vendent leur force de travail d'autre part. Sous l'égide de l'état, les représentants de ces deux parties aux intérêts divergents se sont mis d'accord autour de l'envie de produire de la croissance économique.

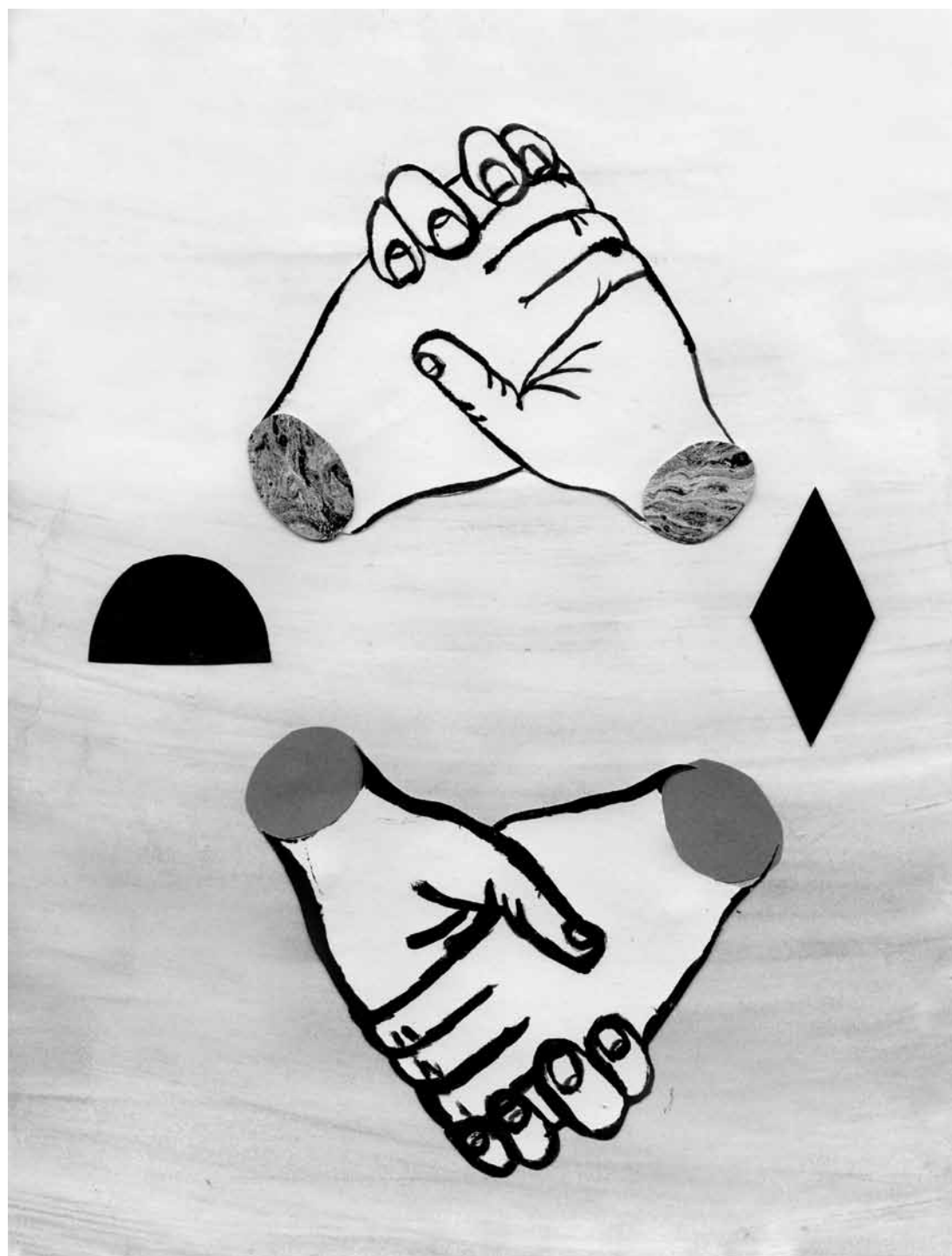


Illustration: Anne Brugini

## LE PACTE SOCIAL-DÉMOCRATE, DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance devait permettre de garantir l'augmentation continue du profit pour les capitalistes et un salaire et des avantages sociaux pour les travailleurs. Et le progrès pour tous. Pour garantir la paix sociale, il a donc été décidé de répartir les fruits de la croissance, qui devenait le cœur, l'alpha et l'oméga économiques du « pacte social-démocrate ».

Le bilan de ce pacte, dont nous avons largement bénéficié, doit encore être fait. Mais c'est l'histoire qui fait les bilans.

En attendant, il y a un hic, c'est qu'aujourd'hui la croissance économique a sérieusement pâli, elle a

même sans doute disparu de nos pays surindustrialisés. Le tsunami médiatico-politique a beau appeler sans relâche au retour de la croissance par la relance, il ne produit pas d'effet sur le PIB qui stagne quand il ne diminue pas. Comment pourrait-on en effet encore accroître la taille de nos économies déjà hypertrophiées alors que la libéralisation portée comme un mantra met les travailleurs d'ici en concurrence avec ceux de pays géants où les conditions d'emploi sont un esclavage moderne? Forcément, à ce petit jeu qui n'a en réalité absolument rien d'un jeu, les patrons préfèrent payer moins et délocaliser. Le PIB local en pâtit. Et comment accroître la taille de nos économies boulimiques alors que les ressources naturelles à partir desquelles sont fabriqués les « biens » de consommation, sont de plus en plus rares, et donc de plus en plus chères? Rappelons que le baril de pétrole vaut presque 5 fois plus aujourd'hui qu'il y a 10 ans<sup>1</sup>. Forcément, la machine économique ralentit. Tentez de la faire redémarrer, la consommation de

brut repart à la hausse, et les prix avec. Revoilà la récession. Bref, ciao la croissance infinie.

## FIN DE LA CROISSANCE, FIN DE LA PAIX SOCIALE ?

Si la croissance disparaît, sur quoi peut encore reposer le pacte social qui en dépendait? Et que deviendra alors la paix sociale que scellait ce pacte? Au moment où sont écrites ces lignes, on apprend que Ford à Genk, Duferco-NLMK à Liège, Philips à Turnhout vont fermer. Au total, ce sont 11 000 emplois qui vont probablement disparaître, et sans doute presque autant de familles poussées dans une insécurité dont on peut sérieusement douter que le « marché du travail » permette de les sortir, et alors que la dépendance des individus à ce marché n'a jamais été aussi grande. En octobre, 1 200 entreprises ont fait faillite en Belgique<sup>2</sup>, du jamais vu semble-t-il. Pendant ce temps là, le gouvernement du social-démocrate M. Di Rupo prépare un nouveau train d'austérité, et comme la croissance est moins forte que prévue le train sera plus long qu'annoncé. Le vieil édifice ne tient plus. Ou pour le dire de manière synthétique comme Jean Ziegler: « L'Internationale socialiste est un cadavre pourrisant... »<sup>3</sup>

## SYNDICATS EN PREMIÈRE LIGNE

Les syndicats sont en première ligne.

D'abord, parce qu'historiquement ils ont conclu le pacte social-démocrate. Ensuite, parce qu'ils le maintiennent depuis lors<sup>4</sup>, dans des négociations où ils ont le plus souvent dû batailler pied à pied pour ralentir l'avancée des revendications patronales, tenter d'obtenir une « part » plus grande du gâteau, et des droits pour les salariés. En plus, parce qu'ils sont également des organisations de travailleurs, et les travailleurs sont en train de payer la crise qui est celle du productivisme, du travaillisme, celle de l'illusion d'une croissance économique infinie, qui se fait toujours au profit d'une minorité et au détriment du plus grand nombre. Enfin, parce que comme on le voit dans le sud de l'Europe notamment, les syndicats sont souvent les seules organisations à pouvoir organiser des mobilisations sociales massives et longues.

Comment les syndicats se positionnent-ils par rapport à cette crise? Comment envisagent-ils leur action à venir? Quelles orientations choisiront-ils pour continuer à défendre leurs affiliés, entre contrainte écologique et sociale? Où en est le débat sur le productivisme et la croissance, comme solution ou problème? Nous leurs<sup>5</sup> avons posé les trois questions suivantes - que nous nous posons aussi.

## TROIS QUESTIONS AUX SYNDICATS

**A)** Selon Kenneth Boulding (1910-1993), président de l'American Economic Association: « celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste » Comment votre organisation se positionne-t-elle par rapport à la croissance et à cette objection?

**B)** Alors que le caractère insoutenable de nos modes de vie matérialistes est abondamment documenté, faut-il selon vous uniquement mieux partager les fruits de la production, ou est-il également nécessaire de réduire la production? Si non, comment rendre nos sociétés durables? Si oui, comment faire pour éviter le « bain de sang social »?

**C)** Pensez-vous que le compromis historique social-démocrate entre le capital et les travailleurs pourra survivre à la crise actuelle? Comment envisagez-vous le rôle des syndicats dans les années à venir?

## CINQ OBSERVATIONS

Des réponses que vous trouverez ci-après et dont il faut soupeser chaque formulation, nous tirons cinq observations sommaires, en gardant à l'esprit que nous sommes là dans le registre des mots et non des actes<sup>6</sup>:

1. Les organisations syndicales ont une réflexion sur les problèmes liés à la croissance infinie et la plupart s'accordent désormais à dire, en des termes variés, qu'il n'est pas possible de continuer sur cette voie-là. Certains penchent pour une « croissance verte » ou « durable » sans dire de quelle manière ils pourraient la produire et trois d'entre eux (CNE, MAP et FUGEA) considèrent une économie stationnaire comme un objectif préférable ou inévitable. Il nous semble qu'il y a quelques années, ces observations auraient été impensables.

2. Ce questionnement de la croissance ne semble pas clairement lié à la nécessité d'organiser la décroissance de l'empreinte écologique<sup>7</sup> de nos pays, ou dit autrement, à organiser la réduction drastique du flux de matière et d'énergie qui traverse le processus industriel, ou dit encore autrement à réduire fortement la taille de nos économies, ou pour adopter une formulation de J. Grinevald, à organiser rapidement la désescalade de la puissance industrielle (puisque c'est notre puissance industrielle qui épuise la Terre dans un cycle qui transforme les ressources naturelles en déchets).

3. Cette seconde observation amène un corollaire: les critiques de la croissance et de ses avatars « la croissance verte » ou « durable » sont insuffisamment connus.

4. Cela n'a rien de nouveau, on observe des différences d'approches significatives entre les syndicats ouvriers et employés et les syndicats d'agriculteurs. Cela est dû au fait que les agriculteurs sont indépendants, mais pas seulement. L'histoire vécue par les agriculteurs s'est montrée cruelle, singulièrement pour les « petits » agriculteurs qui ont disparu et continuent de disparaître à une vitesse alarmante, cédant sous la pression de la mégamachine (une machine géante industrielle, qui tourne aux énergies fossiles, pour le profit capitaliste, avec l'aide des institutions mondialisées comme l'OMC ou la Commission européenne). Les agriculteurs nous nourrissant, grâce à la Terre, leur vulnérabilité économique et écologique est donc particulière, et particulièrement préoccupante.

5. Les syndicats envisagent le devenir de leur action de manières variées. S'il n'est bien sûr pas possible de présenter un plan d'action clés en main dans un contexte qui évolue chaque jour, on pourrait s'attendre à la présentation de positions qui anticipent les tensions visibles, les contraintes connues, et affirment des orientations praticables. Toutes les organisations syndicales doivent défendre leurs affiliés. Mais comment le feront-ils alors qu'ils observent tous une dégradation des conditions de travail ? Il est clair que la manière actuelle ne permet pas d'infléchir dans un sens meilleur la pente connue depuis plusieurs décennies. Alors quoi, quelles réorientations, quels changements stratégiques, quels pas de quels côtés? Entre « transition juste », dialogue responsable, réduction du temps de travail, construction de nouveaux modèles de sociétés, les perspectives sont parfois divergentes et l'on pressent que les manières de s'adapter à la situation vont être très différentes. Quelles organisations sauront installer des contre-feux efficaces au capitalisme encore plus sauvage et dévastateur qui avance sous nos yeux ?

Après les réponses des syndicats, vous lirez encore une analyse critique du combat syndical en milieu croissantiste et un éclairage sur le virage productiviste des anarcho-syndicalistes dans l'Espagne des années 30.

Deux textes pour mettre en perspective les enjeux et les tensions d'aujourd'hui, qui pourront être lus, c'est ce que nous espérons, comme des invitations aux débats tous azimuts.

JBG

(1) Baril de Brent en dollars : 24.44 en 2002, 111,22 en 2011. Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Historique-du-cours-du-Brent-date.html>

(2) Etude du bureau d'étude Graydon.be

(3) Le Vif, 10 février 2012

(4) Ils signent en 1944 « Un projet d'accord de solidarité sociale » (1944) dans lequel on peut lire : « Le but de l'activité économique est d'améliorer sans cesse les conditions d'existence de la population. Représentants des employeurs et représentants des travailleurs rechercheront donc, en toutes circonstances, les moyens de donner aux salariés le maximum de pouvoir d'achat compatible avec ces circonstances et à le hausser parallèlement aux progrès des techniques<sup>7</sup> de production et d'échange. » Le volet productiviste s'affirme dans « LA DECLARATION COMMUNE SUR LA PRODUCTIVITE » de 1954 révisée en 1959 où l'on peut par exemple lire : « Avant la révolution industrielle du XVIIIe siècle, les grands de ce monde connaissaient moins de confort et d'hygiène que l'ouvrier de nos jours. C'est parce que nous avons appris à produire avec moins d'efforts, plus de biens et des biens plus variés. Notre productivité s'est constamment accrue. Accroître la productivité n'est donc pas une idée neuve; c'est une tendance permanente de l'homme ». Voir les documents sur: <http://www.ccecrb.fgov.be/>

(5) Nous avons également contacté les syndicats agricoles : si le pacte social-démocrate les concerne moins directement (leur rôle historique a été différent des syndicats ouvriers et employés, et leurs affiliés sont le plus souvent des indépendants qui ne bénéficient pas des mêmes avantages liés aux salaires que les affiliés des autres organisations), le productivisme et sa crise les concerne tout à fait. A l'exception de la Confédération Nationale des Cadres, toutes les organisations contactées ont répondu, nous les en remercions. Les réponses sont reproduites intégralement.

(6) Observations sommaires puisque les organisations répondantes n'ont disposé que d'un espace de réponse limité, et puisqu'il s'agit ici de débat, et que le débat, par nature, évolue.

(7) La croissance du PIB implique la croissance de l'empreinte écologique, de l'utilisation des ressources naturelles et des pollutions. C'est bien sur cette dernière dimension qu'il faut axer la nécessaire décroissance, et pas le PIB qui est un indicateur problématique et dépassé. De manière générale, les théoriciens de « la décroissance » (dont Georgescu-Roegen) ne parlent pas de la décroissance du PIB mais bien des flux de matière et d'énergie dans le système économique. La décroissance du PIB peut être une conséquence de la décroissance de l'empreinte écologique, sans qu'il n'y ait de corrélation mécanique et immédiate entre les deux. L'empreinte écologique est une mesure pédagogique de la quantité de terre et d'océan nécessaire pour la production de nos biens et services de consommation et pour le retraitement des pollutions, notamment du gaz carbonique émis. L'empreinte écologique indique que si tout le monde consommait comme nous en Belgique, les ressources de trois planètes ne suffiraient pas à la demande mondiale.

# RÉPONSES DES SYNDICATS

## MAP MOUVEMENT D'ACTION PAYSANNE

### a.

La question c'est de savoir qu'est-ce qui croît ou décroît.

La croissance infinie est bien sûr une vue de l'esprit ; l'humour en déloge la contradiction pratique.

Lorsque l'arbre arrête de croître c'est qu'il meurt mais tout animal ou organisme agricole s'arrête de grandir lorsqu'il a atteint son équilibre, son optimum.

La décroissance du nombre de fermes est pour nous très inquiétante car elle reflète la perte de notre Souveraineté Alimentaire ; l'homme moderne connaît de moins en moins le paysan qui sait s'allier les forces de la nature, où et comment s'élabore ce qui le nourrit. Ce cordon ombilical qui nous relie à la source de toute vie est rompu et la civilisation du carbone s'achève...

La croissance de l'agroécologie représente pour nous la solution. L'étude holiste des agroécosystèmes se mue en pratique interdisciplinaire capable de transformer les systèmes alimentaires. C'est un outil puissant et un vrai mouvement social dans certains pays, qui met le paysan au centre du processus pour faire croître la Souveraineté Alimentaire.

Selon nous, cette troisième révolution ne sera plus industrielle, elle sera véritablement écologique.

### b.

L'essentiel de la production dans nos pays industrialisés est effectivement non durable et va devoir s'adapter à un régime dans le contexte d'une économie post-pétrolière. C'est à la fois une nécessité physique, écologique et éthique puisque ce sont les pays qui polluent le moins qui ressentent en premier les effets du changement climatique.

Cela suppose au niveau technique réduire et réorienter à très court terme la production vers des systèmes autonomes relocalisés, diversifiés et à petite échelle, basés sur des savoirs et des savoir-faire écologiques, qui pourront prendre le relais, lorsque le système tombera en panne.

Cela implique également une transformation économique (culturelle puisque la richesse est distribuée via des canaux idéologiques) qui remet la nature et donc l'humain au centre, dans laquelle les vrais besoins redeviennent prioritaires.

La coexistence des deux modèles socio-économiques pose problème en agriculture car les investissements de l'agro-industrie détruisent la paysannerie partout et la délocalisation est de mise.

Sans une volonté politique de sortir du libre-échange et de protection de cette nouvelle économie, les choses ne semblent évoluer que très lentement ou de façon informelle.

Protéger à la fois l'agriculture paysanne durable et les consommateurs, cela revient pour nous à réactualiser une instance de régulation citoyenne capable d'internaliser les coûts tout en offrant une possibilité de choix.

En effet, l'expérience nous montre que les produits issus de systèmes agroécologiques sont d'autant plus compétitifs que l'on tient compte du prix-vérité des énergies fossiles et de la pollution, ce qui ne pourrait tarder.

Mais pour que cette possibilité de choix existe demain, il nous faut dès aujourd'hui sauver ce qui peut l'être des petites fermes et favoriser l'émergence d'alternatives, officielles ou pas, élargir les champs d'autonomie alimentaire, énergétique, technologique... une utopie à incarner aujourd'hui pour qu'elle puisse être une solution demain.

### c.

Nous sommes appelés à construire de nouveaux modèles de société... Le rôle des syndicats (et des associations en général) c'est de conduire les luttes engagées sur le terrain pour faire reconnaître par l'appareil juridico-politique la pertinence des modèles alternatifs, pour faire changer les règles du jeu de la coopération et du conflit. Dans notre système social-démocrate, c'est l'action du syndicat qui a négocié la reconnaissance des droits des travailleurs. Nous resterons encore longtemps dans une dynamique de lutte de classes. Et dans notre économie mondialisée, la force du capitalisme est à l'échelle de la faiblesse du syndicalisme. En Union européenne par exemple, les pratiques de délocalisation des entreprises, de dérégulation sociale au nom de la mobilité des travailleurs, de maintien d'un nombre important de chômeurs, les atteintes au salaire et à la protection sociale, ne trouvent pas face à elles une solidarité syndicale européenne : les états nations et les organisations nationales les plus forts (Allemagne, Espagne,...) conduisent le jeu. C'est dire que le syndicalisme doit changer fondamentalement, adopter l'idée du développement écodurable et partager les intérêts de tous les travailleurs parmi lesquels ceux des paysannes et des paysans. Dans ce mouvement émancipateur, la formation agro-écologique est une tâche essentielle du syndicat, pour l'installation des jeunes dans des conditions viables, et pour la liquidation du chômage, avec l'aide participative de la société civile.

Pour le MAP, Thomas Lauwers

## FUGEA FÉDÉRATION UNIE DE GROUPEMENTS D'ELEVEURS ET D'AGRICULTEURS

### a.

Si la croissance se base sur l'exploitation des ressources naturelles (eau, sol, énergies fossiles, ...) limitées en quantité et sur la capacité d'absorption naturelle du milieu (pollution), il est impossible que cette croissance soit infinie. Par contre, l'exploitation dans le respect du renouvellement du cycle naturel des ressources permet une croissance durable. Elle pourrait alors aboutir à un « climat » (une situation d'équilibre) où tout le monde pourrait trouver ce dont il a besoin sans consommer au-delà de ses besoins. Le problème est le désir d'accumulation, qui existe dans nos sociétés consuméristes qui fabriquent des besoins factices.

En agriculture, on peut régénérer des systèmes qui retournent à l'équilibre en 20 à 30 ans, grâce à des approches comme l'agro-écologie ou la permaculture. Aujourd'hui, la croissance en terme de production agricole, est basée sur un modèle productiviste qui pèse aussi bien sur les agriculteurs que sur la terre: engrais de synthèse et produits phytopharmaceutiques dont la production est fort consommatrice d'hydrocarbures, mécanisation du travail à outrance, irrigation intensive, etc.

Celui qui ne perçoit pas les enjeux (et qui peut donc être vu comme « fou » selon l'allocution proposée dans la question posée) ne peut logiquement pas voir que la croissance ne peut être que cyclique.

Nous percevons la volonté de croissance infinie comme irresponsable et injuste vis-à-vis des différents acteurs de la société, comme destructrice. Dans le secteur agricole, cette logique de croissance mène à un agrandissement des structures d'exploitation, qui éliminent les petites fermes et les structures familiales. Ensuite, les structures devenues trop grandes peuvent se disloquer en plus petites entités mais alors passées entre les mains des multinationales. Cette logique est la même dans la distribution où l'on observe aujourd'hui une multiplication des enseignes « de proximité » détenues par des grands groupes.

### b.

Il est indispensable d'adapter la production à la demande et aux besoins réels des gens. Aujourd'hui nous vivons dans un monde complètement libéralisé où on doit pouvoir disposer de tout, pour tout le monde, à tout moment. C'est irréaliste.

Pour l'agriculture, nous considérons qu'il faut d'abord respecter le cycle des saisons (accepter que les fraisiers ne donnent pas de fruits en décembre...), ne pas forcer la nature. De ce point de vue, le métier d'agriculteur et d'agronome doit être réappris ou réorienté après deux générations de désapprentissage industriel.

Il n'y a pas trop peu de nourriture, il y a un gaspillage incroyable (environ un tiers du champ à l'assiette en moyenne), il est donc nécessaire de remettre l'offre en adéquation avec la demande en terme de quantité, mais aussi spatialement: il faut rééquilibrer la répartition de la production, arrêter l'intensification dans certaines zones très productives et empêcher la désertification des zones moins compétitives comme l'organise le système basé sur l'import-export au seul bénéfice de la balance des paiements des Etats et de l'agro-industrie.

Il n'y aura pas de bain de sang social si l'on remet les valeurs humaines au centre de la société à la place des valeurs économiques et de profit. Cela dit, on peut considérer que le « bain de sang » a déjà eu lieu dans l'agriculture puisque 80% des exploitations agricoles ont disparu en Europe en 50 ans depuis le début de la Politique Agricole Commune (PAC). En Région wallonne, il n'y a plus que 5% des agriculteurs qui ont moins de 35 ans et en Belgique, seuls 16% des agriculteurs de plus de 65 ans déclarent avoir un reprenneur. Il y a donc une perspective sérieuse d'hyper-concentration des fermes en Belgique, ce qui est très préoccupant.

Il faut mettre le principe de souveraineté alimentaire au centre du débat pour donner le droit et les moyens aux peuples d'accéder à la terre et à une alimentation de qualité. Il faut favoriser le retour à la terre en évaluant s'il vaut mieux « tourner une manivelle ou appuyer sur un bouton toute la journée » plutôt que de travailler la terre ! Dans le contexte de crise actuelle de l'emploi, la reconversion vers l'agriculture pourrait être une véritable aubaine...

En conclusion, mieux partager les fruits de la production ne suffit donc pas, car outre qu'il faille adapter la production aux besoins (notamment pour limiter les gaspillages), il faut également tenir compte de la limitation des ressources pour la durabilité de notre société.

### c.

Remarquons que si ce compromis ne survit pas, ce sera un autre modèle de compromis qui le remplacera, avec des gagnants et des perdants...

La situation pour les agriculteurs est un peu spécifique puisqu'il s'agit d'indépendants. Mais il y a également dans ce secteur un rapport de domination entre le travail fourni par les agriculteurs et leur dépendance aux banques et à l'agro-industrie. Bien souvent, les agriculteurs deviennent de simples prestataires de services de l'agro-industrie (comme dans les cultures sous contrat ou l'élevage en intégration) et sont liés par des emprunts bancaires démesurés par rapport à la force de travail disponible à la ferme. Dès lors que le marché ne fournit pas de prix raisonnable à l'agriculteur (jusqu'à ne pas couvrir les coûts de production !), ces emprunts peuvent rapidement devenir impayables.

Le capital doit être mis au service des travailleurs, pas l'inverse !

Le rôle des syndicats est sans doute de réduire les inégalités en tenant compte que tout le monde ne cherche pas la même chose dans la vie, tout le monde n'a pas les mêmes besoins.

Notre mission est avant tout de défendre les « maillons faibles » de la société, et d'apporter un soutien réel à la profession tout en lui faisant prendre conscience qu'un autre modèle agricole est possible. Un autre système de production peut être mis en place : un système, plus autonome, moins dépendant de l'agro-industrie et de la distribution, produisant en plus petite quantité mais de la qualité (produits à haute valeur ajoutée). Nous visons à retrouver l'égalité selon la demande et les besoins de la société, en commençant par assurer les besoins de base telle que la nourriture.

**Sofia Baltazar et Valérie Op de beeck,  
pour la Fugéa**

## FWA FÉDÉRATION WALLONNE DE L'AGRICULTURE

### a.

La Fédération Wallonne de l'Agriculture n'a jamais pris de position sur la question de la croissance en général.

Par contre, en ce qui concerne le secteur agricole, la question qui se pose est davantage liée au modèle économique dérégulé dans lequel nous évoluons, plutôt qu'à une question de croissance au sens strict. La FWA regrette que ce modèle économique, qui nous est imposé par la politique agricole commune (PAC), elle-même soumise à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), pousse les agriculteurs à s'agrandir pour garder la rentabilité de leur exploitation.

En effet, la disparition progressive des outils de gestion des marchés soumet les agriculteurs à de très fortes fluctuations des prix des matières premières agricoles. En conséquence, l'agriculteur n'a d'autre choix que d'agrandir son exploitation pour atteindre le seuil de rentabilité. Bien sûr, la diversification reste une autre possibilité, mais transformer et commercialiser ses produits implique de nouveaux investissements et demande une main d'œuvre accrue. De plus, nos concitoyens font pour la plupart leurs courses en supermarché, et la vente directe est un type de commercialisation qui ne concerne qu'un nombre réduit de consommateurs.

Il est donc important de mettre en place un modèle économique appliqué à l'agriculture qui redonne davantage de poids aux producteurs de matières premières, tant chez nous en Europe, que dans d'autres régions du monde.

### b.

L'agriculture produit des denrées dont on ne peut se passer : l'accès à l'alimentation est d'ailleurs l'un des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Notre secteur est amené à répondre à de nombreux défis : il faut nourrir une population en constante augmentation tout en répondant aux défis climatiques. Dans ce contexte, il semble difficile d'envisager l'avenir de notre secteur comme potentiellement en décroissance. Par contre, il nous semble évident que l'avenir de l'agriculture au niveau mondial devra passer par le redéveloppement d'une agriculture vivrière dans certaines régions du monde. C'est particulièrement crucial dans le modèle économique dérégulé décrit ci-dessus. En effet, si les fluctuations fortes que connaissent les matières agricoles ont un effet désastreux sur le revenu des producteurs lorsque les prix sont en baisse, les conséquences sont aussi dramatiques, lorsque les prix sont en hausse, pour les populations qui ne sont pas autosuffisantes en matière de production alimentaire. On peut ainsi rencontrer des situations proches de la famine. C'est évidemment totalement inacceptable.

Il faut aussi revenir sur la question de l'évolution du nombre d'exploitations agricoles dans notre région. Ainsi, en Wallonie, on comptait près de 38.000 fermes en 1980 contre seulement 14.000 aujourd'hui. S'il n'y a pas eu de « bain de sang » social, on constate tout de même une forte diminution du nombre de fermes et, en conséquence, de la main-d'œuvre occupée dans le secteur.

Si l'on veut pouvoir limiter voire arrêter cette évolution, il faut inévitablement revenir à un modèle plus régulé, sans lequel il sera difficile de rendre aux exploitations une rentabilité de nature à conserver l'emploi agricole de nos régions.

### c.

Tout d'abord, notre organisation est représentative de travailleurs indépendants, ce qui rend le contexte de travail et les enjeux très différents de ce qu'ils sont pour un syndicat ouvrier et/ou employé.

Par ailleurs, la situation du secteur agricole est particulière. La politique agricole commune (PAC) est en effet l'une des seules politiques déterminées au niveau européen. Les pouvoirs fédéraux ou régionaux ont une influence limitée sur le cadre dans lequel nous fonctionnons, puisqu'ils doivent traduire dans nos législations belges ou wallonnes des lignes directrices déjà très précises déterminées au niveau européen. Il est donc important que notre organisation occupe sa place au COPA, qui est le comité qui regroupe les organisations représentatives des agriculteurs de tous les pays d'Europe. C'est là, ainsi qu'auprès de nos députés européens belges, que nous tentons d'influer

sur le cadre imposé à l'agriculture par l'Europe. Le processus est évidemment rendu complexe par le fait que les 27 nations membres de l'Union ont des agricultures très différentes et des intérêts parfois très divergents.

Il est également très important que notre organisation soit attentive à la traduction des réglementations européennes dans nos législations fédérale et surtout régionale (l'agriculture est en effet régionalisée).

En qualité d'organisation représentative de travailleurs indépendants, il ne nous appartient évidemment pas de commenter la manière dont évolue le rapport de force dans le domaine des relations syndicat-patronat-pouvoir politique. Néanmoins, nous sommes convaincus qu'un dialogue responsable et serein est de nature à assurer une paix sociale susceptible d'aider l'ensemble des acteurs économiques à traverser la crise, dans le respect des droits de toutes les parties.

**Yvan Hayez, secrétaire général de la FWA**

## CGSLB CENTRALE GÉNÉRALE DES SYNDICATS LIBÉRAUX DE BELGIQUE

Quelques remarques préalables semblent souhaitables.

Le sujet comportant de multiples facettes et nécessitant de nombreux développements, il paraît quelque peu illusoire de rechercher des réponses simples et courtes aux questions posées. Les thèmes abordés imposent évidemment d'être attentif aux aspects sociaux, environnementaux, économiques et éthiques, pour ne citer que quelques-uns des angles d'approches incontournables dans une telle réflexion. Une difficulté particulière réside dans le fait qu'il peut manifestement exister des appréciations différentes selon les niveaux considérés, les contextes géopolitiques et les perspectives dans l'échelle du temps.

Il n'est pas réaliste de penser que la croissance puisse être infinie partout, toujours et dans tous les domaines. La question ne se pose cependant pas en ces termes. Les enjeux se situent en effet plutôt dans la prise de conscience de certaines limites, des changements nécessaires et de l'anticipation des modifications. La redistribution équitable des fruits de la croissance, la lutte pour les droits de l'Homme, le respect des normes environnementales et de l'Organisation internationale du travail, sont autant de facteurs essentiels à prendre en compte. Cela peut et doit induire des modifications en matière de consommation et ouvrir de nouvelles perspectives dans la recherche et le développement ainsi que dans la production.

Le développement des services et tout particulièrement dans le domaine de l'aide aux personnes doit être une préoccupation constante. En effet, des besoins sociaux énormes ne sont pas rencontrés actuellement.

Face à ces mutations et aux nouveaux défis, les organisations syndicales ont un rôle extrêmement important à jouer. Les notions de développement durable et de travail décent doivent être pleinement intégrées dans leurs actions et leurs revendications. Il serait naïf de penser que les changements peuvent toujours s'opérer sans difficultés et qu'il existe des solutions absolument idéales pour tout. C'est la raison pour laquelle il convient absolument d'assurer des transitions justes. Les travailleurs n'ont pas à subir les conséquences de manques

d'anticipation ou de créativité industrielle. Des mesures d'accompagnement des mutations doivent être mises en œuvre.

Il serait irresponsable de renoncer progressivement à une capacité industrielle en Europe. Ceci ne doit d'ailleurs pas porter préjudice au développement dans d'autres parties du monde. Des complémentarités doivent encore être accentuées tout en veillant à l'amélioration des conditions d'occupation. L'Agenda pour le travail décent fixe les principes à respecter pour aller dans la voie du progrès.

La recherche effrénée de la maximalisation des profits a provoqué de graves dégâts sociaux. D'autres causes peuvent cependant aussi générer des difficultés spécifiques. Si les emplois verts constituent assurément un important potentiel pour un développement différent et durable, il faut pouvoir reconnaître que par exemple, l'introduction de normes environnementales plus strictes peut parfois aussi avoir une incidence négative sur l'emploi existant. Ceci est susceptible d'entraîner des formes de « déplacements » d'emplois. Les travailleurs sont en droit d'attendre un soutien dans ces situations, notamment au travers d'aides à la reconversion ou à l'acquisition de nouvelles compétences. Laisser se dégrader l'environnement n'est en tout cas pas une option acceptable.

Certaines des considérations qui précèdent reposent sur des résolutions adoptées par le Syndicat libéral lors de son congrès du 15 février 2008. La résolution suivante est appropriée au contexte évoqué par les questions :

*La CGSLB est pleinement consciente de l'importance d'une économie performante. Cette dernière doit cependant constituer une source de bien-être pour la société dans son ensemble, et pas seulement pour quelques privilégiés. Les travailleurs doivent bénéficier de manière équitable du fruit de leur travail et de la croissance économique. Les activités industrielles, commerciales et les services et d'une manière générale l'ensemble du développement économique, doivent être bénéfiques et favorables à tous. Il ne doit pas se faire au détriment des travailleurs et des populations, où que ce soit dans notre pays, en Europe ou dans le monde.*

D'autres résolutions du congrès « Notre libéralisme social » pourraient assurément aussi trouver leur place dans la réflexion. En résumé, pour le Syndicat libéral, il s'agit d'encadrer la croissance, mais pas d'en nier l'importance pour le développement. Les alternatives vraiment crédibles faisant défaut, l'accent doit donc être mis sur les corrections sociales et environnementales.

La Confédération européenne des syndicats dont la CGSLB est membre, a bien entendu traité des points qui sont en rapport avec la problématique visée ici. On peut par exemple citer certaines des considérations relatives à la stratégie « UE 2020 » ou la résolution relative à l'anticipation du changement et des restructurations, adoptée par le Comité exécutif de la CES en mars 2012. Le point de vue de la CES au sujet de la stratégie pour de nouvelles compétences et de nouveaux emplois (25 novembre 2010) peut aussi être évoqué ici. Le Syndicat libéral juge bon de mentionner également l'avis rendu récemment par le Comité économique et social européen sur le thème de la « Croissance intelligente et inclusive » (19 septembre 2012).

Ces différents documents soulignent l'importance des choix face à l'avenir mais ne mettent pas en cause la recherche de croissance en tant que telle.

Pour conclure, il est clair que la crise provoque des difficultés énormes et génère d'innombrables drames sociaux. Cette situation accentue encore les défis. Dans ce contexte, le rôle des organisations syndicales est essentiel. Dans l'immédiat, il s'agit notamment de s'opposer aux politiques d'austérité et d'agir fermement en faveur de mesures de relance.

**Bernard Noël, secrétaire national de la CGSLB**

## FGTB FÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE

**a.**

Je ne sais pas si *celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est un fou ou un économiste* mais je dirais qu'une société basée sur un modèle de croissance infinie est un paradigme dangereux, a fortiori pour les générations futures.

Et ce n'est pas le projet de société de la FGTB.

La FGTB défend, entre autres, mais avant tout, un projet de société plus égalitaire. Or l'on sait combien, surtout depuis la crise de 2008, le modèle financier capitaliste fait des dégâts au niveau social, les plus fragilisés économiquement étant les premières victimes. Mais les conséquences sont tout aussi désastreuses pour l'environnement et pour l'économie réelle. Nous ne voulons pas de ce projet-là pour les travailleurs et les allocataires sociaux.

Rappelons que ceux-ci ont déjà payé pour une crise financière dont ils ne sont pas responsables. Ils ont renfloué les banques.

Aujourd'hui, l'austérité est à leur porte avec son lot de modération salariale, de remise en cause de l'index (objets des négociations interprofessionnelles du groupe des 10) et de la liaison des allocations sociales au coût de la vie, d'ajustements budgétaires.

Ce que les travailleurs demandent, c'est un modèle de société qui crée des emplois durables et de qualité de façon à pouvoir rencontrer les besoins de base de chacun. Il ne s'agit donc pas pour ceux qui ont déjà tout ce dont ils ont besoin de consommer encore et toujours plus mais bien de partager davantage le gâteau des richesses, qui augmente sans cesse, avec les inégalités.

A cet égard, la fiscalité constitue un outil essentiel de redistribution des richesses ; il est urgent de corriger le tir et de mettre sur pied une fiscalité plus juste où chacun contribue enfin en fonction de ses réelles possibilités.

**b.**

Nous n'échapperons pas à l'un et l'autre. Il nous faut d'une part mieux partager les fruits de la production et, dans le même temps, nous préparer à une transition qui devra être juste et ne laisser personne sur le chemin. C'est à un véritable défi de Solidarité que nous sommes confrontés.

Et la créativité devra être au rendez-vous.

C'est aujourd'hui que nous devons réfléchir, ensemble, à de nouveaux équilibres qui puissent à la fois être soutenables, garantir une véritable qualité de la vie, soutenir les emplois de qualité, tout en maintenant notre modèle de concertation sociale et une sécurité sociale forte pour tous.

Une première étape réside sûrement dans l'évolution des emplois actuels vers davantage de respect des normes environnementales ainsi que par la verdurisation de l'économie réelle, qui doit permettre la création de productions de qualité (y compris moindre) et la mise en route d'un modèle social (non capitaliste) qui « moralise » l'économie, évince la spéculation, place le travailleur et l'allocataire social au centre des intérêts politiques et économiques, tout en respectant notre environnement.

**c.**

Ce qui est certain c'est qu'un changement de cap est indispensable. Sous quelle forme, avec quelle appellation ? Cela dépendra des responsabilités et des choix politiques de chacun.

Le rôle des syndicats est déterminant aujourd'hui. Ils restent, et c'est valable pour nos autres collègues belges, des organisations fédérales qui gardent l'intérêt général comme objectif numéro

un. Ils sont aussi un indispensable révélateur de ce qui se passe sur le terrain, dans les entreprises, que nombre d'employeurs (a fortiori des multinationales) et de responsables ne connaissent pas/plus.

Les syndicats constituent un rempart majeur contre l'insécurité provoquée par les défenseurs du capitalisme financier et continueront à jouer un rôle central dans la défense et la garantie des valeurs de l'avenir : un modèle durable source de bonheur pour tous et la fin des inégalités.

Ainsi, la FGTB a toujours défendu bec et ongles les services publics, parce qu'ils sont, par essence, un outil de redistribution des richesses. Les services aux personnes et leur expansion représentent certainement un des fers de lance d'un nouveau modèle qui devra porter en lui une nouvelle façon de vivre ensemble, où le lien aura une place déterminante.

**Anne Demelenne,  
secrétaire générale de la FGTB**

## CNE CENTRALE NATIONALE DES EMPLOYÉS

**a.**

Les positions de la CNE sur la croissance ont été prises au Congrès de 2010 après de longs débats avec des centaines de militants (les italiques sont des citations tirées des décisions de ce Congrès). Elles peuvent se résumer à un refus de considérer la croissance du PIB comme un objectif souhaitable pour nos pays riches. Ni l'instrument de mesure (le PIB), ni l'accroissement de la grandeur mesurée (l'addition des échanges marchands) ne nous paraissent pouvoir contribuer à résoudre les problèmes essentiels qui se posent à nous. Et par ailleurs, certaines composantes de la croissance comportent évidemment plus de menaces et d'inconvénients que d'avantages.

*« Nous contestons l'idée que la croissance économique, entendue comme croissance du produit intérieur brut, soit la principale condition du développement, du moins dans les pays riches. Bien qu'elle ait permis par le passé de réels progrès, la croissance économique bute aujourd'hui sur des limites écologiques et sociales et n'a pas empêché la détérioration des conditions de travail et de vie d'une large partie de la population »*

Le débat est toutefois souvent dégradé par des caricatures ou des polémiques. Divorcer de la « religion de la croissance » n'a pas conduit la CNE à épouser l'objectif de la décroissance – on conçoit d'ailleurs difficilement qu'un instrument dont on récuse la signification (le PIB) lorsqu'on critique la religion de la croissance puisse soudain redevenir un bon instrument si c'est pour plaider l'inverse. La

CNE réclame donc des politiques de développement d'une économie soutenable, « agnostiques de la croissance » et orientées vers le bien-être et l'égalité. Ni la croissance du PIB, ni sa décroissance, ne peuvent constituer en soi des objectifs suffisants pour orienter l'activité d'une société.

« Une économie soutenable exige des politiques démocratiques de développement : qui contrôlent, limitent ou interdisent certaines activités, ou pratiques susceptibles de nuire à l'Humanité, qui régulent fortement des secteurs stratégiques (secteurs financiers, énergétiques, des transports, de la construction...), qui investissent massivement dans d'autres secteurs, comme les services et soins aux personnes, l'éducation, la culture et les médias publics en vue de former des citoyens critiques vis-à-vis de la société de consommation, de compétition et de lucre qui tiennent compte des objectifs de plein emploi. »

Certes, le « bien-être » reste une notion ouverte ; mais l'intérêt et la difficulté de la répudiation du PIB comme seule boussole et seul objectif résident dans la nécessité de refaire du développement des activités humaines une question politique. Que produire ? En quelle quantité ? Où ? Comment ? A toutes ces questions, le modèle actuel ne connaît qu'une réponse, qui ne nécessite nul débat : ce sont les marchés qui décideront, en fonction de la maximisation de la croissance. (Ou plus exactement de l'accumulation du capital – mais j'y reviens plus loin). A toutes ces questions, une société réellement démocratique devrait répondre sur base d'une délibération sur ce qui contribue le mieux à l'égalité et au bien-être, à l'intérieur de limites naturelles données. (« Le système économique est intégré dans un environnement social, naturel et physique. ») La prise en compte de ces limites (ressources naturelles non renouvelables, émissions polluantes ...) oblige toutefois à penser que dans nos sociétés riches il faut se préparer à augmenter le bien-être et l'égalité dans une économie « stationnaire ».

Enfin, ces objectifs nouveaux réclament de nouveaux instruments, c'est-à-dire des indicateurs alternatifs (ou complémentaires) au PIB. Il ne suffit pas que de tels indicateurs soient définis (c'est déjà le cas!) ; encore faut-il qu'ils soient utilisés dans les politiques publiques ... et dans la négociation collective.

Donc la « croissance infinie » n'est, pour la CNE, ni souhaitable ni possible. Toutefois il y a évidemment des activités, des savoirs-faire, des services, que l'on pourrait développer indéfiniment – sans qu'ils pèsent sur les ressources naturelles ni ne polluent. Plus de science, de culture, de soins aux enfants et aux personnes âgées, de soins à la nature, seront toujours bienvenus...

Nous voulons la transition effective vers une économie soutenable. Une telle économie doit privilégier la croissance du bien-être de tous, l'éradication de la pauvreté et l'amélioration de l'environnement grâce au rééquilibrage de la répartition des richesses produites en faveur des besoins sociaux et de la réduction collective du temps de travail.

## b.

Nous nous refusons doublement à répondre à la question posée sous cette forme. D'abord parce qu'il ne peut pas y avoir de réponse satisfaisante à une question sur « la croissance » ou sur « la production » entendue comme un agrégat indistinct. Si l'on met dans un même sac la consommation d'essence dans les embouteillages et l'enseignement fondamental (deux composantes du PIB – parmi mille autres), alors qu'on ne nous demande

pas de nous prononcer sur ce sac. Il faut donc, si on parle des « fruits de la production », ouvrir le sac, et faire le tri entre les fruits pourris ou toxiques, et ceux dont on redemande.

L'autre raison de récuser la question sous cette forme est qu'elle semble indiquer qu'il faudrait choisir entre « partager » et « réduire » : or un des facteurs de la frénésie de vendre et de consommer est l'inégalité (voir le livre de Tim Jackson, ou bien « The spirit level ») : une part de la consommation est « positionnelle », elle sert aux « pauvres » à tenter de rattraper les standards (toujours fuyants) de la « distinction sociale » - et elle sert aux entreprises à vendre à des gens qui n'ont pas l'argent pour les acheter des objets dont ils n'ont pas besoin ...

Dès lors pour nous, la priorité reste le partage le plus égal des biens nécessaires à l'épanouissement de toutes et tous – mais il est clair aussi que les contraintes naturelles imposent de réduire certaines activités. Cette position diffère donc du « compromis fordiste » classique, qui voulait que les syndicats se contentent d'un partage des fruits de la croissance, quels que soient ces fruits.

Quant à la sous-question « comment éviter le bain de sang social » si on réduit (une partie de) l'activité, la réponse de la CNE tient en 4 lettres : RDTT. La réduction collective du temps de travail, sans diminution des salaires et avec création d'emplois compensatoires, fait partie des meilleures conquêtes du mouvement ouvrier ; elle s'est depuis toujours justifiée par les gains de productivité (qui permettent de produire autant en travaillant moins), et par le double objectif de « travailler tous » et de « vivre mieux ». Un troisième objectif rend cette RDTT plus urgente désormais : l'accompagnement de politiques économiques non dopées à la croissance et respectueuses des limites de la nature qui demande que l'emploi soit partagé.

## c.

Il est bien évident que l'accroissement des quantités de richesses monétaires a servi de « lubrifiant » au système : tant que le gâteau grandit, des compromis sont possibles, qui ne retirent rien à personne. Apparemment ... Car une limite intrinsèque de ce modèle tient à la mécanique même de l'accumulation : tandis que les richesses distribuées sous forme de salaires (au sens large : la protection sociale est évidemment aussi du salaire!) sont consommées et sans cesse recyclées dans les échanges, la part des richesses qui va au profit s'accumule à travers le temps, constituant un capital qui est toujours plus un instrument de pouvoir.

Remarquons que ce raisonnement ne s'applique pas uniquement à la croissance dans le sens habituel de ce mot : toute extension du périmètre de l'accumulation produit le même effet « pacifiant » : piller le tiers-monde (et la nature), envahir les économies des anciens pays de l'Est, ou privatiser les services publics, permet d'augmenter la quantité des richesses « partageables » - et donc de poursuivre l'accumulation du capital à un rythme soutenu sans entrer frontalement en conflit avec les travailleurs.

« La globalisation au service de l'accumulation du capital n'est pas compatible avec nos droits fondamentaux. »

La CNE réaffirme sa conviction que la globalisation sous sa forme actuelle est incompatible avec une économie soutenable, avec la défense de services publics et non marchands, et avec le développement de la démocratie sociale et économique. »

Les quelques décennies de fonctionnement de ce « compromis fordiste » ont permis des avancées

sociales considérables – à commencer par la généralisation de la sécurité sociale et des services publics – mais sans réduire de façon décisive l'emprise du capital. A la faveur de la crise des années 70, la révolution néo-libérale de 1980 a fait reculer ces progrès et accélérer considérablement l'accumulation et la concentration du capital.

La pression croissante et désormais urgente des contraintes environnementales demanderait que ce soit désormais le capital qui fasse d'importants « compromis », et que la seule priorité qui dirige actuellement la société – l'accumulation du capital – fasse place à d'autres priorités (voir ci-dessus). Il est cependant peu probable que la seule bonté naturelle, ou la seule mauvaise conscience des grands détenteurs de capitaux les incite à renoncer à une part significative de leur puissance accumulée. Un autre compromis est nécessaire ... mais qui peut croire qu'il ne passera pas par le conflit ?<sup>1</sup>

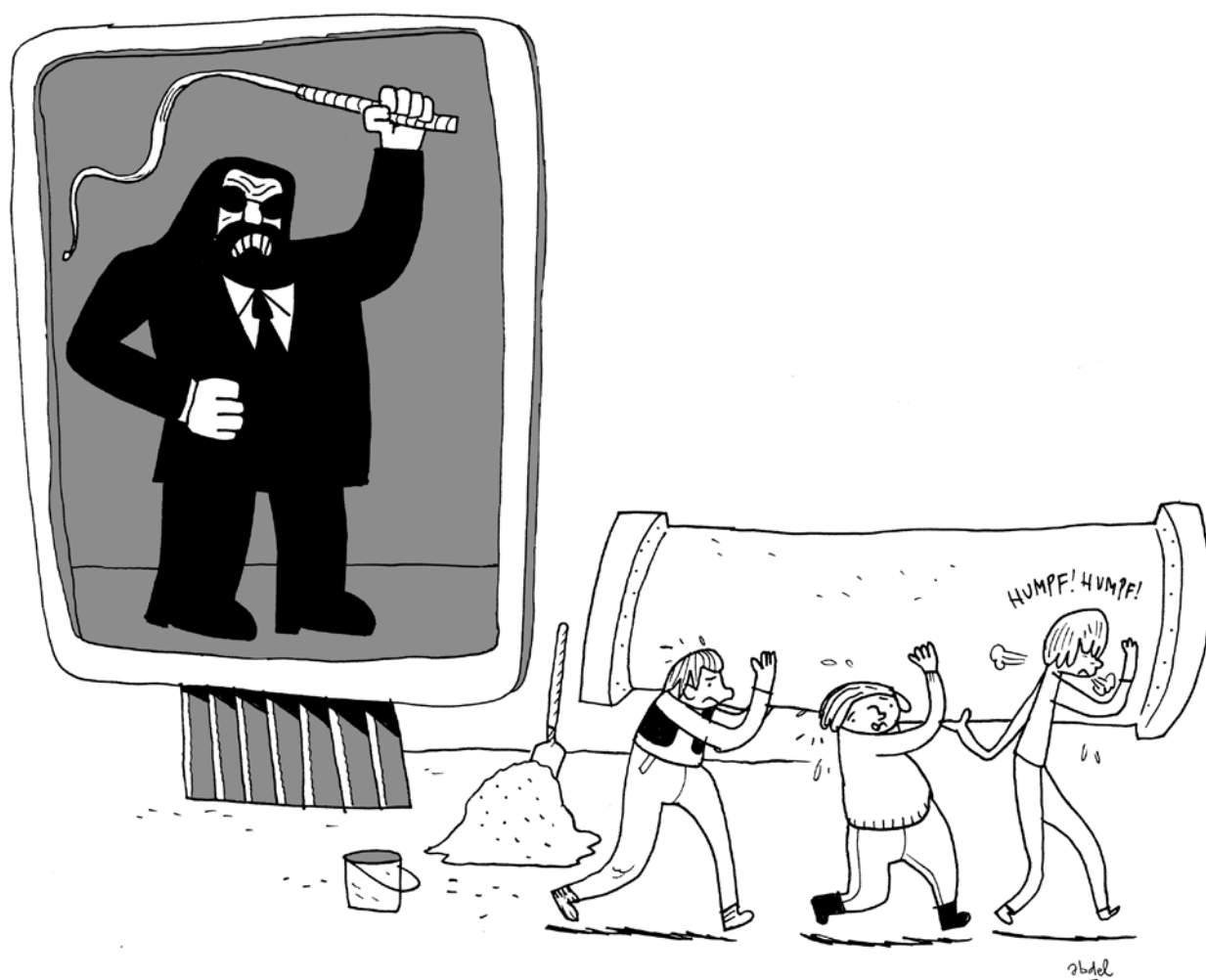
**Felipe Van Keirsbilck, Secrétaire général de la CNE**

**La CNE fait partie de la CSC et répond ici au nom du mouvement.**

(1) Voir « Prospérité sans conflit? » sur le site d'Econosphères: [www.econospheres.be/](http://www.econospheres.be/)

# LE COMBAT SYNDICAL : DE L'EAU AU MOULIN CAPITALISTE ?

DOSSIER



Le spectacle syndical peut souvent générer l'impression d'une défense inconditionnelle de l'emploi, au prix de la nature, de la liberté de l'homme et de l'harmonie sociale dans son ensemble. Pris dans des contraintes, en partie résultant de conditions historiques, le travailleur se voit alors confirmer sans sa condition par celui censé le représenter. Comment concilier alors la défense de ses droits, lui assurer une vie décente, tout en offrant à ce monde des perspectives soutenables, à long terme.

« Maurice, rappelle-toi que tu n'es pas le seul à pouvoir bénéficier des fruits de cette croissance extraordinaire, y'a également des salariés qui y ont contribué et il faudrait peut-être pas les ou-

blier ceux-là, parce qu'eux aussi ils contribuent à la richesse du groupe ». Voilà le message que lançait un employé du groupe Publicis, « créatif », élu CGT et délégué du personnel, à son patron, Maurice Levy, lui reprochant - assez justement - le bonus faramineux (16 millions) qu'il venait d'empocher<sup>1</sup>. Cet extrait, tiré d'une émission de France Inter consacrée sous le ton de l'ironie à la critique de l'avidité du patron de la boîte de « com »<sup>2</sup>, en dit long sur la forme que peut prendre le combat syndical qui, dans ce cas, loin de pourfendre un modèle de société, exprime seulement la volonté que les fruits de la croissance de l'entreprise soient mieux partagés. Or, les revendications des employés seraient-elles satisfaites, pourrions-nous pour autant penser que nous sommes désormais dans une société plus décente, juste et égalitaire ?

Il est légitime de se poser la question : comment sortirions-nous de ce modèle de société insoutenable si le mal n'est pas attaqué à sa racine, si la critique n'est pas radicale, dans un système où la satisfaction relative des revendications ouvrières a nécessité une productivité croissante, générant division mondialisée du travail et concurrence effrénée ? Sans réel questionnement sur le sens

du travail, et en faisant totalement abstraction des limites naturelles à l'extractivisme, le combat ne peut-il pas, paradoxalement, œuvrer à ce que perdure le système d'exploitation... ? Si un syndicaliste lutte pour maintenir ce qui opprime et aliène - l'industrie publicitaire -, fondement de nos sociétés capitalistes, au seul nom d'une augmentation de salaire ? Publicis, qui a fait de la publicité son activité principale, conserve une fonction qui demeure intrinsèquement néfaste, même avec une répartition plus juste des bénéfices. Il n'y a aucune possibilité d'innocuité, même avec des employés « satisfaits » et « bien payés ». « Faudrait donc pas oublier les salariés... » mais cela n'exclut pas de tenir compte des fondements sur lesquels repose l'industrie publicitaire, ceux d'une société de consommation où le système productif génère de faux besoins qui lui sont nécessaires pour assurer la continuation de la production, colonise tous les espaces de vie, dénature les paysages, instaure la compétition, la comparaison ostentatoire, l'esprit de marque et le sentiment de manque dès le plus jeune âge, subordonnant tout à son projet ultime : marchandiser l'ensemble des espaces de vie<sup>3</sup>.

Sous prétexte de ne pas s'aliéner l'ouvrier - le « prolétaire » - les « combattants de gauche » postposent donc indéfiniment la déconstruction

du système et proposent des luttes qui en elles-mêmes perpétuent l'aliénation. Faut-il se battre juste pour son job (« Touche pas à mon job ») ou l'augmentation de son salaire quand celui-ci provient d'industries de la publicité ou de la bagnole, de la pétrochimie ou de l'armement ? Ceux qui pensent que oui, comme le disait François Partant, « sans s'en rendre compte, [ils] se révèlent donc les meilleurs défenseurs du système capitaliste » ((Partant, F., La ligne d'horizon, essai sur l'après-développement, La découverte, 2007, p.114)). Éludant la question de ce que l'on produit, comment, pour qui, et le caractère soutenable de cette production, le travailleur, pris dans une société consumériste, souvent endetté pour son logement, sa voiture, ses vacances, et les divers bien valorisés par la publicité, devant assumer les frais liés à la scolarité de ses enfants, manger tous les jours... le travailleur donc, est acculé et n'a plus de réelles possibilités de choix. Précisons donc : il est à la fois victime et responsable de sa situation.

Pour beaucoup se réclamant de la « gauche radicale » et du combat syndical, la lutte pour l'emploi constitue pourtant un « nécessaire passage ». Ce faisant, ces tenants de « la stratégie salariale » en viennent souvent à justifier le maintien d'une activité en recourant paradoxalement aux mêmes diktats « mondialistes » qu'utilisent ceux qu'ils exècrent et critiquent – les grands patrons, les actionnaires, hommes politiques, etc. Ainsi, un journaliste français, répondant à une critique de Pièces et Main-d'œuvre<sup>4</sup> qui lui reprochait de défendre le « cancer français » dans un reportage radio, reprenait la fameuse rengaine « si c'est pas moi c'est l'autre » dont se servent allègrement les dirigeants pour ne pas changer, en continuant à nous faire croire qu'ils changent tout :

« Mais si ces dix usines devaient finalement fermer, quelles en seraient les conséquences ? La sauvegarde de l'environnement ? Une moindre pollution ? La fin des cancers – comme vous l'annoncez ? J'en doute. On assistera, c'est probable, à un simple « déplacement d'activités », comme dans tant d'autres secteurs, comme pour les tanneries, comme pour le recyclage des déchets informatiques, et cette industrie se réfugiera sous des cieus plus cléments pour les rejets toxiques, en Chine ou ailleurs. »

Il s'agit donc de remettre à plus tard le changement radical sous prétexte que repenser certaines productions mènerait à leur délocalisation sous des cieus bien pires, pendant que actionnaires et chefs d'entreprise jouent sur le dumping social et environnemental pour sélectionner le lieu le plus adéquat à leur profit. Lorsqu'on dénonce l'absurdité et l'indécence du maintien d'une usine de fabrication d'armes (La Fabrique Nationale de Herstal par exemple) au nom de l'emploi, les contestataires de l'ordre patronal, qui refusent de reconnaître qu'ils obéissent parfois aux mêmes règles arbitraires, dont celles de la concurrence et de la croissance du taux de profit, rétorquent exactement la même chose : « si ce n'est pas nous, ils le feront ailleurs ». Sans doute... mais à l'extrême, les proxénètes des bordels de Jakarta et de Shangaï faisant travailler des enfants pour assouvir les appétits sexuels de leurs riches clients pourront fournir la même réponse, celle qui empêche de poser la question

des valeurs, de l'incidence et du sens de l'emploi que l'on fait ? Peut-on continuer à fabriquer des bagnoles, des armes, des ogives nucléaires sous le seul argument que d'autres le feront si l'on arrête ! Jusqu'à quand alors ? Et qui arrêtera le premier ? Cela choquera certains, c'est sûr, mais il est indispensable de se poser la question ?

Il est toutefois certain que perpétuant l'ordre en place et offrant nourriture combative à l'aliénation, les syndicats s'attireront plus facilement les grâces des ouvriers. Pouvoir d'achat augmenté et défense inconditionnelle de l'emploi sont plus aguichants qu'une lutte passant par une remise en question fondamentale de ce que le travailleur produit et de la raison fondamentale de cette production. Promesses syndicales d'autant plus tentantes aussi lorsque le travail permet la consommation de biens qui viennent justifier le travail dans une société de consommation. Et comme cette lutte, bien souvent, « procède d'une vision manichéenne de la société, qui serait divisée en bons et méchants, seuls les premiers (les travailleurs) ayant des intérêts légitimes et de saines aspirations, qui pourraient être satisfaites si les méchants ne s'y opposaient pas<sup>5</sup> », il y a de sérieuses chances pour que celui qui pourfend le productivisme soit dans un premier temps assimilé au « mauvais », à l'instar du patron qui « dégraisse ». On rétorquera que c'est là une position intellectuelle petit-bourgeois de celui qui peut se permettre de penser ainsi, étant bien loin des affres du monde ouvrier. Cela doit, sans doute, être parfois vrai. Mais balayer d'une main cette critique reviendrait à refuser de voir que derrière l'opposition ouvrier/patron se dissimule parfois la défense de valeurs communes, mais aussi à considérer l'ouvrier comme un être qui ne trouve son seul intérêt que dans la défense inconditionnelle de son emploi et de son pouvoir d'achat, et, en fin de compte, à ne percevoir derrière le travailleur, l'employé, l'ouvrier qu'un... travailleur, là où il y a d'abord un être humain.

Des exemples présents contredisent heureusement cette vision figée du travailleur. À Tarente, en Italie, des habitants et des ouvriers se sont battus contre leur entreprise, décrétant que leurs vies valaient plus que leur emploi. Pour ce faire, ils ont dû s'opposer aux « centrales syndicales – CGIL, CISL, UIL – [qui] marchent elles main dans la main avec le patron, Riva, troisième producteur d'acier en Europe. Ensemble, ils défendent leur machine de mort contre la décision de mise sous séquestre prononcée par une juge le 26 juillet 2012, pour raison de salubrité publique<sup>6</sup> ».

A Seraing, en Belgique, au contraire, certaines déclarations des ouvriers d'Arcelor Mital exprimaient crûment l'imposante primeur accordée à l'emploi, défendu au prix d'une instrumentalisation de la nature :

« Il semble clair pour le moment que la direction veut maintenir la cokerie de Seraing. Une volonté qui peut paraître curieuse, industriellement parlant, puisque, sans haut fourneau, pas besoin de cette infrastructure. En fait, avec un peu de recul, cette fameuse cokerie pourrait même devenir un moyen de pression sur la multinationale. Comment ? Essentiellement, par le fait qu'une cokerie est un outil extrêmement polluant (c'est l'endroit où le charbon est épuré par pyrolyse avant d'être enfourné avec le minerai de fer). Il s'en dégage des gaz avec des rejets de goudron, de naphthaline, d'ammoniac, de souffre. D'où la difficulté

d'obtenir un permis d'exploitation pour une cokerie<sup>6</sup> »...

Lutter pour perpétuer l'activité d'Arcelor Mital, Publicis ou La Fabrique Nationale de Herstal, c'est en quelque sorte lutter contre soi-même, c'est choisir entre la vie ou l'emploi. Les luttes salariales telles qu'elles prennent majoritairement forme aujourd'hui sont insuffisantes et, paradoxalement, s'inscrivent dans le modèle de sociétés qu'elles disent critiquer. Pour modifier cela, c'est l'ordre même de la production qu'il faudra attaquer, en luttant notamment pour bénéficier d'un revenu inconditionnel décent après avoir perdu un emploi au service d'une production indécente.

Un projet de société qui prenne en compte les dimensions de l'homme et de la nature devra donc nécessairement passer par une refonte du sens à donner au travail et par un affrontement évident avec le dogme syndical productiviste court-termiste. Car reportant toujours les luttes radicales à plus tard, les positions syndicales peuvent se révéler indéfiniment une défense réflexe instantanée, où les choix sont paradoxalement faits par celui dont on pensait déjouer les décisions : le patron. Il faudra bien que l'une ou l'autre entité géographique prenne l'initiative; admettre que sans émulation, sans un premier qui commence, le changement ne pourra se faire. Et il faut croire, et espérer, que le premier encouragera les autres. Car il y a fort à gagner à vivre dans une société plus simple, plus saine, plus solidaire, en harmonie avec la nature, où l'on ne vive plus pour travailler et consommer, mais où l'on travaille pour vivre.

## A.P

(1) Confédération générale du travail, syndicat français (CGT). Publicis est le 3ème groupe mondial de communication, c'est-à-dire de publicités, vendeur d'illusions et de superficiel; leader en communication numérique et interactive - 28% des revenus sur l'année 2010. PDG: Maurice Levy, Voir <http://www.publicisgroupe.com>.

(2) Maurice le vaut bien ! A écouter là : [http://www.la-bas.org/article.php3?id\\_article=2499&var\\_recherche=maurice](http://www.la-bas.org/article.php3?id_article=2499&var_recherche=maurice)

(3) La publicité est l'un des trois piliers essentiels à la pérennité de la société de consommation, les deux autres étant: le crédit, qui donne les moyens de se procurer l'objet, et l'obsolescence programmée qui perpétue la nécessité de l'achat... tout cela pour assurer le cycle productif reposant lui-même sur l'exploitation humaine et de la nature.

(4) «Réindustrialisons»: quand «Là-bas si j'y suis» défend le cancer français ». Et la réponse de François Ruffin : <http://www.fakirpresse.info/Reponse-a-nos-camarades-de-Pieces.html> Pièces et Main d'oeuvre se présente comme un « site de Bricolage pour la construction d'un esprit critique grenoblois ».

(5) François Partant, La Ligne d'horizon, essai sur l'après-développement, La découverte 2007, p.112

(6) [http://www.rtb.be/info/regions/detail\\_ancelormittal-conseil-d-entreprise-extraordinaire-a-10h?id=6914043](http://www.rtb.be/info/regions/detail_ancelormittal-conseil-d-entreprise-extraordinaire-a-10h?id=6914043). RTBF, octobre 2011

# LE VIRAGE INDUSTRIALISTE ET « PRODUCTIVISTE » DES ANARCHO- SYNDICALISTES ESPAGNOLS DES ANNÉES 1930

## INTRODUCTION

L'article qui suit appelle une brève introduction.

En quoi le virage « productiviste » des anarcho-syndicalistes espagnols des années 30' peut-il éclairer la période actuelle? La compréhension historique du processus qui nous a menés jusqu'à aujourd'hui est utile, surtout si l'on veut essayer de tirer des enseignements du passé qu'il faut, pour ce faire, commencer par analyser. Qu'en est-il pour le syndicalisme qui fait l'objet de ce dossier, lorsque l'on s'y intéresse d'un point de vue non-productiviste? Tous les syndicats ont-ils toujours défendu le productivisme au nom du Progrès? Quelles expériences alternatives ont proposé d'autres manières d'envisager la défense des gens, des travailleurs?

Kairos n'est pas un journal anarchiste. Cela n'empêche pas de reconnaître l'anarchisme comme un courant sociopolitique important des deux siècles passés et qui fut, plus que d'autres, gênant au point d'être radicalement combattu et finalement délogé des livres de l'histoire officielle<sup>1</sup>.

Se pencher sur la révolution de 1936<sup>2</sup> et certains de ses préalables est particulièrement instructif pour notre époque. Nous pensons que l'article qui suit l'illustre à merveille. On y voit en accéléré (en quelques années à peine) ce qui s'était déjà produit dans le reste du mouvement ouvrier européen : les anarcho-syndicalistes révolutionnaires reprirent à leur compte le programme de développement industriel de la bourgeoisie. Mais avec la particularité qu'en Espagne, plus largement et plus longtemps qu'ailleurs, les classes populaires étaient peu séduites par les valeurs de la modernité et par « l'esprit du capitalisme », dont le « productivisme » industriel ne représentait qu'un des aspects. Ainsi, dès la mise en route du processus révolutionnaire en juillet 1936, les tensions furent palpables dans les usines collectivisées entre des ouvriers attachés aux formes de vie et de lutte anticapitalistes des années précédentes, et les syndicalistes qui voulaient appliquer l'Organisation Scientifique du Travail et le taylorisme. Les mêmes tensions furent à l'œuvre entre l'usine et les champs, l'entreprise et le village, entre une certaine oisiveté cultivée comme art de vivre et les cadences mécaniques au service des lendemains révolutionnaires qui chantent. La terrible pression exercée par la guerre, combinée à la propagande « productiviste », tenta de couper court à ces tensions en promettant la victoire sur le fascisme, et un futur radieux conquis par le travail pour la machine industrielle.

Mais ces tensions ont-elles définitivement disparu pour autant? Regardons l'actualité espagnole, et ailleurs en Europe. La tension revient, quelles seront les lignes de démarcations? Il est fort utile de se pencher sur les expériences et les épisodes comme ceux-ci pour mieux comprendre ce qui se passe, en tenant compte de ce qui s'est passé, pour que cela puisse se passer autrement, mieux si possible.

*L'arriero marcha quelque temps en silence, l'œil fixé sur ses orteils qui s'enfonçaient dans la poussière à chaque pas. Puis il lâcha, en détachant bien les mots : « ¡ Ca !, en América no se hase na'a que trabahar y de'cansar ! » Bon sang, en Amérique, on ne fait que travailler et se reposer pour pouvoir se remettre au travail. Ce n'est pas une vie pour un homme. Il n'y a aucun plaisir à vivre là-bas. C'est un vieux pêcheur d'éponges de Malaga qui me l'a dit et il savait de quoi il parlait. Ce n'est pas d'or que les gens ont besoin, mais de pain et de vin et de... de vie. Là-bas, ils ne font que travailler et se reposer pour pouvoir se remettre au travail... ».*

Extrait du récit de jeunesse de John Dos Passos écrit pendant ses voyages entre 1916 et 1920: Rossinante reprend la route, Grasset, 2005.

Cette mentalité rétive au développement même de l'économie que Dos Passos a saisie au vol en ce début du xx<sup>e</sup> siècle, Franz Borkenau l'a également perçue en 1936-1937 lors de son séjour en Espagne. Il en a rendu compte ainsi dans son livre publié en 1937<sup>3</sup> :

*« En Espagne, les masses n'ont cessé de s'insurger contre le progrès et l'europanisation sous toutes ses formes [...]. Dans les pays plus " modernes ", le socialisme a entièrement fait siennes les options industrielles et " progressistes " de la bourgeoisie. [...] Au cours du 19e siècle, et de manière encore plus nette à partir du 20e, le capitalisme moderne importé de l'étranger a lentement pénétré l'Espagne avec le concours modéré des Basques et des Catalans [...] mais avec peu ou pas de participation de la part des Espagnols proprement dits. [...] La révolte des masses espagnoles ne fut pas un combat qu'elles menèrent pour améliorer leurs conditions de vie dans le cadre d'un système capitaliste admiré, mais un combat contre les premières manifestations d'un capitalisme honni. [...] Quelles que soient les concessions faites dans les dernières décennies aux nécessités du progrès industriel, le travailleur espagnol ne s'est jamais résigné comme ses collègues anglais et allemands à n'être qu'un simple employé de l'industrie. [...] L'exigence américaine d'un " toujours plus " matériel est chose inconnue en Espagne. [...] La tradition de lutte contre l'oppression, la mentalité du brigand qui abandonne son village pour vivre libre est infiniment plus vivace en Espagne que celle du syndicaliste acceptant de longs mois de grève en échange d'un peu plus d'aisance matérielle. C'est pourquoi le recours à la violence n'est jamais écarté a priori par les masses espagnoles, qui jugent au contraire suspecte l'action syndicale pacifique. Pour me résumer, je dirai que ce qui heurte la conscience du monde ouvrier et paysan espagnol, ce n'est pas l'idée d'un capitalisme qui se perpétuerait indéfiniment, mais l'apparition même de ce capitalisme. Telle est pour moi la clef de la position privilégiée de l'anarchisme en Espagne. »*

Ce refus a priori du capitalisme était effectivement incarné par l'un des courants de l'anar-

chisme dit communaliste et individualiste<sup>4</sup>. Un de ses représentants les plus connus, Federico Urales<sup>5</sup>, publia en 1927 dans *La Revista Blanca* - qu'il dirigeait - une critique sans ambages de la société industrielle :

*« Le capitalisme est le fils de l'industrialisme. Du capitalisme est né une indolence que l'on peut qualifier de mécanique, c'est-à-dire le fait de produire beaucoup avec le moindre effort [...]. Les machines qu'on a inventées pour produire beaucoup et pas cher ont d'abord produit des bras en trop. [...] C'est dans les villages qu'il faut se préparer à la transformation sociale, parce que les produits de la terre sont les seuls qui ont une valeur positive. La production industrielle est artificielle; elle obéit bien souvent à des calculs mal appliqués par la direction qui ne se fonde pas sur les besoins de la collectivité. Si les ouvriers des grandes capitales s'emparent des usines, il n'en résultera rien. Mais si les paysans s'emparent de la terre de leur village, il en résultera beaucoup ! ».*

Cependant le soubassement anti-matérialiste ne sera plus aussi déterminant dans les années trente. Ceci est à mettre en rapport avec la montée en puissance de l'anarcho-syndicalisme à partir de 1910, date de la création de la Confédération nationale du travail (CNT). Lors du congrès de la CNT de mai 1936 à Saragosse, la motion principale qui fut adoptée relevait que « deux manières d'interpréter le sens de la vie et les formes de l'économie post-révolutionnaire s'agitent avec une certaine fermeté au cœur même de la CNT ».

Le clivage, apparu au sein de l'anarchisme espagnol depuis ses débuts, recouvrait implicitement deux façons de repousser le capitalisme : l'une depuis le territoire de la vie quotidienne (le quartier et la commune rurale) ; l'autre depuis le lieu de travail (l'usine).

Dans le texte de la motion du congrès, qui se voulait conciliatrice, l'individu, la commune et le syndicat constituaient les trois piliers de la future société libertaire. Mais depuis quelques années déjà, la tendance syndicaliste avait pris le dessus, et ce basculement s'incarna dans la trajectoire de l'un des principaux intellectuels de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) : Diego Abad de Santillán. Lui-même avait longtemps préféré la municipalité rurale, et s'était opposé à la domination du *sindicato* dans le mouvement anarchiste. Il écrivait en 1931<sup>6</sup> :

*« L'industrialisme moderne, à la façon de Ford, est du pur fascisme, un despotisme légitimé. Dans les grandes usines rationalisées, l'individu n'est rien, la machine est tout. Ceux d'entre nous qui aiment la liberté ne sont pas seulement ennemis du fascisme étatique mais également du fascisme économique. »*

Deux ans plus tard, il commençait une volte-face spectaculaire et décrivait l'industrie moderne comme « source de fierté de l'espèce



Illustration: Elise Wilk

humaine liée à la domination de la nature ». Il notait en l'approuvant que « la taylorisation avait éliminé les mouvements improductifs de l'individu ». Puis il vantait l'usine Ford « dans laquelle la spéculation a pris fin, la santé du personnel est garantie et les salaires augmentent. Le résultat est préférable à celui d'une minuscule entreprise à Barcelone ».

Santillán s'était inspiré des conclusions du Congrès anarchiste argentin de Rosario d'août 1932, où il avait été considéré décisif « d'adapter l'anarchisme aux exigences techniques de la société industrielle ». Commentant sa stratégie des années 1934-1936, il écrivit après la guerre civile :

« Nous devons tout d'abord élever le niveau industriel et agricole du pays ; nous nous sentions capables de donner cette impulsion mais à travers l'instrument dont nous disposions, l'organisation syndicale. »

En 1934, il posa le cadre de cette « impulsion » ainsi :

« Il nous semble qu'il règne dans nos milieux libertaires un peu de confusion entre ce qui relève de la convivialité sociale, le regroupement par affinité, et la fonction économique. Les vieilles visions [...] sur les communes libres agissent sur la mentalité de certains camarades. [...] L'avenir est complètement autre. À l'usine, nous ne recherchons pas l'affinité, comme dans le couple ou dans l'amitié [...]. À l'usine, ce qui nous intéresse par-dessus tout, c'est notre collègue ouvrier qui connaît son boulot et l'exécute sans créer de difficultés inhérentes à l'inexpérience ou à l'ignorance du fonctionnement de l'ensemble. »

En mars 1936, Abad de Santillán publia son ouvrage : « Organisme économique de la révolution. Comment nous vivons et comment nous pourrions vivre en Espagne ». Il s'agissait de définir une « voie pratique de réalisation immédiate d'un socialisme libertaire fondé sur le syndicat et la fédération d'industrie, par opposition à " l'utopisme paradisiaque " d'un certain anarchisme reposant, lui, sur la commune libre ». Il soutint en 1976 qu'« après avoir représenté la condition de possibilité d'une éventuelle libération de l'humanité, le progrès scientifique et technique en est devenu le protagoniste [...]. La grande révolution

aujourd'hui c'est la réforme ; la barricade a rempli sa mission, en supposant qu'elle en avait une. »

Et il enfonça le clou en invitant les anarchistes à en finir avec « l'utopie ruraliste » et à s'adapter à l'économie moderne :

« L'industrie moderne comme l'agriculture moderne posent en elles-mêmes des limites au " Fais ce que voudras " en matière d'économie. L'industrie moderne est un mécanisme qui a son rythme propre. Le rythme humain ne détermine pas celui de la machine ; c'est celui de la machine qui détermine celui de l'homme. [...] Le localisme économique est passé et il doit passer, là où ce n'est pas encore fait, au musée des antiquités. »

Pour arriver au socialisme libertaire il fallait, selon lui, se débarrasser de « la tendance à vivre sans travailler [...], présente tout au long de l'histoire espagnole », et que les « loisirs, paresse et parasitisme dégradants [fussent] éliminés ».

Dans son *Organisme économique de la révolution*, l'intellectuel de la FAI et futur ministre de l'économie de la Catalogne soutenait ceci :

« Après tant de siècles d'exploitation de l'homme par l'homme, [...] la formule " Qui ne travaille pas ne mange pas " apparaît aux hommes émancipés de l'ignorance [...] comme l'expression la plus adéquate de la justice et de la liberté. [...] Pour nous la réalisation de cette formule est chose primordiale [...]. Tous ceux qui considèrent comme juste que l'homme vive de la sueur de son front, et non de la sueur du front des autres, constituent de fait un seul " parti ", et doivent former un même front de bataille. »

« Ou nous voulons le bien-être, en ce cas nous devons accepter, avec toutes ses conséquences, la machine économique industrielle ; ou nous n'en voulons pas, et alors on pourra brandir l'étendard du communalisme économique. »

Et il concluait :

« Nous voyons pour nous, anarchistes libertaires, succéder à la chute du capitalisme une période longue et pénible de travail. »

Suivant la même logique, Abad de Santillán imaginait ainsi le monde d'abondance pour tous qui pourrait survenir :

« Au travail imposé par la nature s'ajoute encore celui que le développement de la civilisation, qui généralise l'usage de choses réservées autrefois aux riches, rend nécessaire. [...] Il n'y a pas si longtemps, l'automobile était une rareté qui excitait l'envie partout où elle passait. Aujourd'hui, c'est un véhicule quasi-prolétarien indispensable et qui doit être à la disposition de tous, absolument tous les habitants d'un pays qui en ont besoin [...]. Pour conserver et accroître les bénéfices de la civilisation, pour multiplier la productivité du sol, pour rendre moins brutal l'effort physique, pour embellir la vie, il est indispensable de travailler. [...] Tant qu'un seul Espagnol n'aura pas des vêtements convenables, les usines textiles de Catalogne ne fermeront pas leurs portes. Le salut réside dans le travail et le jour viendra où les ouvriers le voudront ce salut. »

Ainsi en mai 1936, juste avant le déclenchement du processus révolutionnaire que l'on sait, Santillán annonce :

« [il] n'est pas nécessaire de détruire l'organisation technique existante de la société capitaliste, nous devons nous en servir. La révolution doit mettre un terme à la

propriété privée des usines mais, si les usines doivent exister, et à notre avis elles le doivent, il est nécessaire de savoir comment elles marchent. Le fait qu'elles deviennent propriété collective ne change pas l'essence de la production ou la méthode de production. C'est la distribution des produits qui changera et deviendra plus équitable ».

Michael Seidman<sup>7</sup> pense que cette « volte-face abrupte [...] fut sûrement induite par la crise qui amena beaucoup de militants [...] à penser que la chute du capitalisme était inéluctable et qu'ils devaient être capables de gérer la transition économique vers le communisme libertaire. [...] L'Espagne devait accomplir en quelques années ce que le capitalisme n'avait pas été capable de faire pendant des décennies. »

## Le capitalisme n'était pas appréhendé comme un mode de production mais « seulement » comme un mode de distribution<sup>8</sup>, comme le système d'exploitation d'une classe par une autre

Trois constats s'imposent :

- A partir d'une volonté de rupture indéniable avec le capitalisme et de bannir la misère matérielle une fois pour toutes, les *leaders* anarcho-syndicalistes espagnols des années trente – à l'instar de leurs homologues européens – se sont ralliés à la théorie du prolétariat portée par le marxisme traditionnel qui dissociait industrialisme et capitalisme, et critiquait le « Capital » du point de vue du « Travail ». Dans ce cadre, d'instrument de lutte contre les capitalistes, le syndicat devenait l'entité qui préfigurait la société émancipée à venir.

- Le capitalisme n'était pas appréhendé comme un mode de production mais « seulement » comme un mode de distribution<sup>8</sup>, comme le système d'exploitation d'une classe par une autre où une minorité capte la richesse sociale à son profit, l'ensemble reposant sur le principe de la propriété privée, et du libre marché, garantis par l'État. Il n'y avait donc pas de « mal » aux yeux des anarchistes<sup>9</sup> à reprendre à leur compte le développement industriel et sa production, y compris avec ses modernisations techniques et sociales les plus poussées (OST, fordisme), puisque qu'ils les réorientaient vers la satisfaction des besoins de la population laborieuse.

- A cette époque, le travail productif était conçu comme l'activité générique des hommes et non pas comme la substance de la valeur capitaliste. Aujourd'hui encore, le moteur du capitalisme reste globalement une vérité clandestine<sup>10</sup>. Mais il est regrettable que les anarcho-syndicalistes n'aient plus voulu regarder ce qui devenait flagrant en France ou aux USA où les ouvriers se révoltaient depuis longtemps contre le chrono-

métrage, la chaîne et le surtravail. Il était déjà visible à ce moment-là que la rationalisation du travail se fait aux dépens de sa qualité ; qu'elle n'a pas pour but de soulager les hommes mais de les plier aux cadences toujours plus infernales de la production.

On voit ici comment une société encore très agricole *a priori* peu colonisée par « l'esprit du capitalisme » et très marquée par la vie misérable imposée aux travailleurs, est invitée à se débarrasser du capitalisme en basculant dans le productivisme et le consumérisme – c'est-à-dire en réalité en passant d'un stade du développement capitaliste à un autre. Et dans cette perspective, une conception économiste du monde, centrée sur le travail, est déterminante. Les nouveaux convertis à l'économie ne réalisaient pas qu'ils participaient à la dissolution des liens entre les hommes qu'opère le capitalisme, afin d'y substituer ceux qui passent par le travail.

Si beaucoup d'ouvrages ont traité des questions doctrinaires et des vicissitudes du rapport des anarchistes au pouvoir, peu de travaux à notre connaissance proposent une critique très poussée des choix économiques de la CNT et surtout de sa gestion des entreprises collectivisées où elle eut les coudées franches d'août 1936 jusqu'à la fin de la guerre civile, notamment à Barcelone.

Michael Seidman est le seul à signaler que la CNT dut faire face à la résistance au travail des ouvriers et employés barcelonais, et à mettre ce phénomène en rapport avec l'option industrialiste et productiviste des anarcho-syndicalistes.

Ce n'est pas faire injure au mouvement libertaire espagnol que de procéder à une mise à plat de ses options et stratégies, sans craindre de casser l'excès de romantisme qui obscurcit le tableau. Le tout est d'arriver à discerner ce qui relève des égarements d'une époque et ce qui est imputable aux limites intrinsèques du mouvement.

**Myrtille Gonzalbo,**

giménologue<sup>11</sup>

*Cet article est extrait d'un texte plus long publié dans le Bulletin Sortir de l'économie n°4 (<http://sortirdeleconomie.ouvaton.org>). Une version revue et augmentée est disponible sur notre propre site : <http://gimenologues.org/spip.php?article548>.*

(1) Rappelons par exemple que le 1er mai est la commémoration du « massacre de Haymarket » le 4 mai 1886, où plusieurs leaders anarchistes états-uniens furent injustement accusés d'un attentat, jugés puis pendus (certains des accusés virent la peine de mort commuée en peine de prison, puis libérés, le jugement étant cassé en 1893). Ils avaient mobilisé les foules pour la réduction de la journée de travail à 8 heures, étape vers l'abolition du salariat réclamée par les anarchistes. L'attentat perpétré par des inconnus qui ne furent jamais retrouvés eut pour effet de casser le mouvement ouvrier et de détruire le mouvement anarchiste aux USA.

(2) Sur la guerre civile espagnole de 1936 et sa signification, voir le livre de George Orwell, *Hommage à la Catalogne*, Paris, éd. 10/18, [1938] 1982, et notamment ses deux derniers chapitres d'analyse politique. Orwell partit en décembre 1936 en Espagne et s'engagea dans les rangs du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) pour combattre l'armée du général Franco, soutenu par les droites espagnoles. Il observa que les communistes alliés à l'Union Soviétique se retournèrent contre le mouvement ouvrier et anarchiste et le persécutèrent sans relâche. Il en retint une détestation pour la social-démocratie frileuse et menteuse et le communisme soviétique dont le caractère totalitaire lui servit d'ingrédient pour son livre 1984.

(3) Franz Borkenau, *Spanish Cockpit. Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937)*, Champ Libre, Paris, 1979.

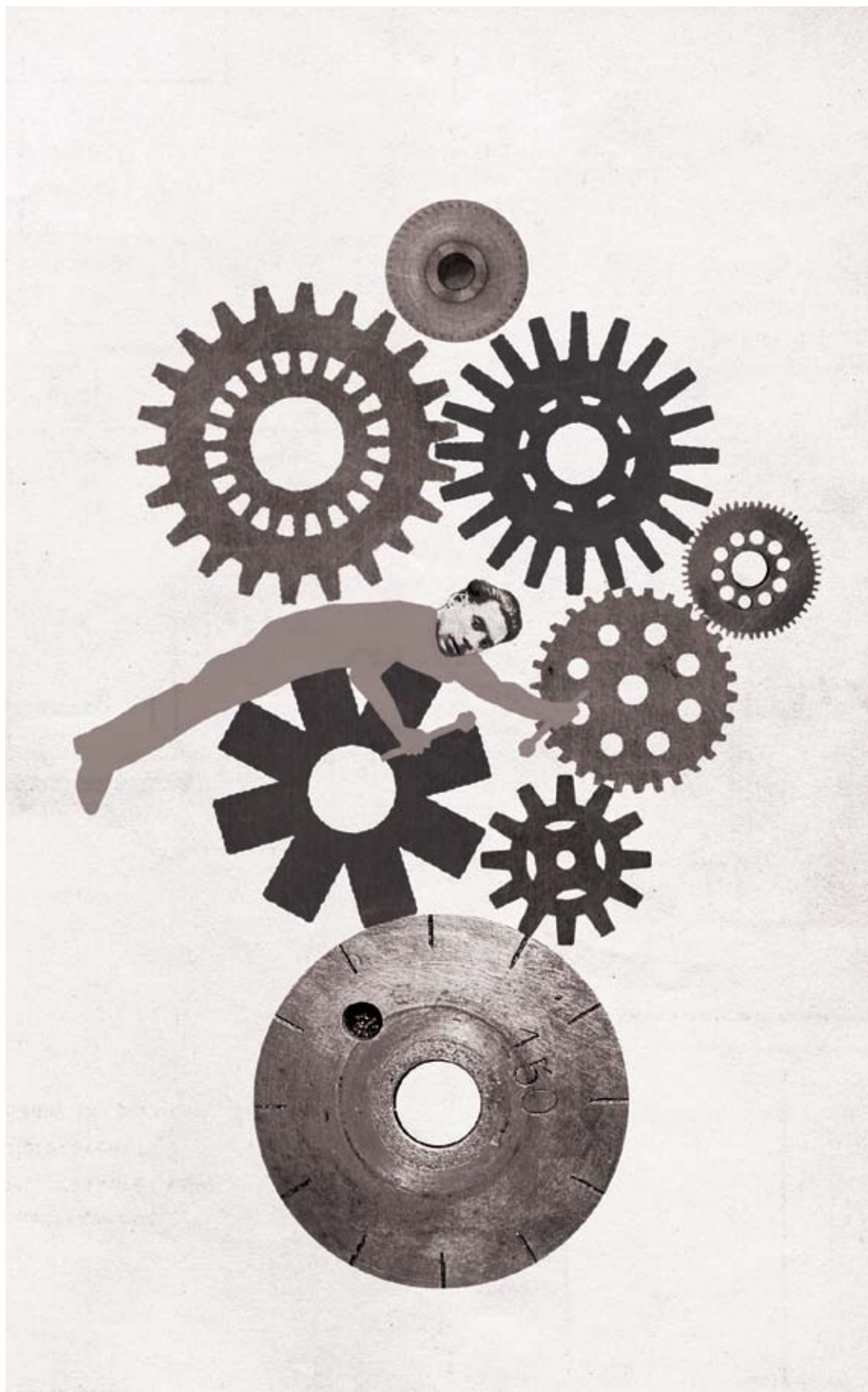


Illustration: Elise Wilk

(4) Selon Chris Ealham, le courant anarchiste individualiste était animé depuis le XIXe siècle par une myriade de petits groupes très autonomes, en lutte permanente contre l'autorité, le capitalisme et l'État. La tradition libertaire dans cette ville datait de la décennie 1860 et fut véhiculée par les groupes d'affinité comprenant entre quatre et vingt membres qui provenaient du même quartier et se faisaient entière confiance. Ils propageaient une culture de résistance à l'éthique du travail et aux rituels quotidiens de la société capitaliste. On trouvait parmi eux des pacifistes, des naturistes et des végétariens, des espérantistes, mais aussi des activistes pratiquant la vie de bohème, le brigandage, « l'acte individuel antisocial » et l'illégalisme; ils ne reculaient pas devant l'usage de la violence. Le terreau de ces groupes anarchistes était la culture des quartiers (barrios) dont le « code moral » justifiait le « délit économique » pour finir le mois, et dont la pratique « d'action directe » remontait aux années 1830. Ce courant optait pour la propagande par le fait et pour la voie insurrectionnelle. Il s'opposait violemment à toute organisation, restant dans un premier temps à distance de la classe ouvrière. La lourde répression que ces groupes subirent les rendit inopérants.

(5) Alias Juan Montseny. Les tentatives insurrectionnalistes des années trente pour proclamer le communisme libertaire furent soutenues en 1932 par la conférencière Federica Montseny, fille de Juan : « Nous devons, nous les anarchistes, déplacer nos activités dans les campagnes, dans les villages ruraux, d'où partiront les phalanges révolutionnaires pour en finir avec l'hégémonie des villes, foyers de corruption et de stérilisation des mouvements. [...] Nous n'avons pas besoin des villes pour faire la révolution, [elles] sont le lieu de concentration des forces capitalistes. »

(6) Diego Abad de Santillán, *El anarquismo y la revolución en España : Escritos 1930-1938*, Antonio Elorza, Madrid, 1976, p. 46

(7) Auteur de : *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les fronts populaires*, Editions Senonevero, 2010.

(8) Pour le marxisme « traditionnel », le passage du capitalisme au socialisme est vu comme une transformation du mode de distribution plutôt que comme une transformation du mode de production. Sur la question voir Moïse Postone, *Temps, travail et domination sociale*, Ed. Mille et une nuits, 2009.

(9) Pas plus qu'il n'y en eut pour le reste du mouvement ouvrier. La question est toujours d'actualité.

(10) Travail et valeur sont les formes historiquement spécifiques organisant les rapports sociaux capitalistes. La fonction du travail dans le mode de production capitaliste est de permettre à l'argent de faire plus d'argent, les besoins des hommes étant secondaires. Ce qui est produit – et comment il l'est – n'a aucune importance, pourvu que l'extraction de survalueur à partir du travail vivant ne soit jamais interrompue et que cela se fasse au moindre coût.

(11) Les Giménologues sont un petit groupe d'amis, historiens amateurs, qui ont publié *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne 1936-1939*, Ed. L'Insomniaque, 2006, à partir du récit d'Antoine Gimenez, milicien volontaire dans la colonne Durruti. Ils s'intéressent tout particulièrement aux causes et à la nature de l'expérience révolutionnaire espagnole des années trente. Pour en savoir plus : [gimenologues.org](http://gimenologues.org).

# EN RASE CAMPAGNE

C'était l'été. Les vacances... J'avais oublié à quel point cela fait du bien de voir du paysage, de quitter ses habitudes en dormant sous le soleil les pieds dans l'eau ; combien le temps passe vite à ne rien faire ; combien aussi le choc du retour peut être violent...

Je débarquais gare du Midi, aussitôt confronté à une foule de gens stressés, pauvreté, trafic, pollution, terrains vagues et bureaux. Il me fallut à peine quelques minutes pour perdre le bénéfice de plusieurs semaines passées au grand air de la campagne. La ville prend vite le dessus. D'autant qu'ici, une autre campagne battait son plein. Dans un pays où le compromis est le maître mot dans la formation des gouvernements, les élections communales constituent le climax de notre vie démocratique. Air bien connu. C'est le moment où les candidats sont partout, en rue, sur les terrasses, les marchés, serrant des mains, à l'écoute des citoyens.

Des centaines d'affiches s'étalaient ainsi dans l'espace public. Rien de neuf à première vue, une sorte de concours géant de poses ratées et de sourires faussement spontanés. Certaines têtes me semblaient tellement familières que je compris avoir déjà vu ces mêmes photos : il est des candidats immuables, j'en soupçonne même certains de rajeunir tous les 6 ans.

En traversant plusieurs quartiers, je voyais ces noms et ces visages défilés et parfois changer d'une rue à l'autre, signe que je venais de franchir la frontière entre deux communes ou de traverser un quartier immigré dans lequel les partis misaient sur un vote ethnique en poussant des candidats issus de telle ou telle communauté, qui avaient hérité le plus souvent d'une place non éligible. Parmi les centaines de commerces qui avaient accepté d'exhiber des affiches à leur vitrine, combien l'avaient fait par conviction ou pour éviter de se faire mal voir par les élus ou futurs élus locaux ?

J'étais frappé par l'absence quasi totale de contenu politique. Il est vrai qu'enjeux, programmes, idées et propositions ont rarement une place prépondérante dans ce type de campagne. Cette fois pourtant, même les slogans avaient quasiment disparu, remplacés tantôt par un mauvais jeu de mots, une phrase vide de sens ou par le néant absolu. «*Je pousse la liste*», annonçait ainsi une candidate non sans une certaine fierté. «*Je ne suis pas un politique, je suis comme vous*», précisait un de ses collègues tandis que d'autres évoquaient *propreté, engagement, vision, confiance* ou *avenir*, sans donner plus de précisions sur ces professions de foi qui n'engagent pas à grand-chose et sur lesquelles nous n'aurons de toute façon plus aucun contrôle une fois le vote passé.

Reentrant chez moi, je découvrais une pile de prospectus électoraux débordant de ma boîte aux lettres. En mon absence, aucun parti n'avait respecté mon refus clairement indiqué d'y recevoir de la publicité. Peut-être ne s'étaient-ils pas sentis concernés par la consigne. Leurs brochures tenaient pourtant plus du marketing que de messages d'intérêt général ou de pro-



Illustration: Lucy Watts

grammes politiques. En grimant l'escalier, je me fis la réflexion que les intitulés des partis demeureraient les derniers véritables signes distinctifs en politique. Je me ravisais aussi vite : au fond, en quoi est-il contradictoire d'être *démocrate et socialiste, réformateur et écolo, francophone et humaniste*, etc...? Que recouvrent encore de tels étendards ?

Songeant que si le débat politique n'existait pas dans l'espace public il devait bien se nicher dans les médias, je décidais de prendre la température de la campagne sur internet. Je découvrais dans ma boîte mail le lien vers une émission télé sur *Walking Madou*, un tronçon de la chaussée de Louvain devenu provisoirement piéton. Dans le sujet, une ministre bruxelloise s'extasiait sur un urbaniste «*tellement créatif*» qu'il avait eu l'idée de repeindre la rue en jaune. Le présentateur, passant son bras sur l'épaule du prodige, lui demanda pourquoi ce choix... puis se reprit, affirmant connaître la réponse : «*c'est la seule couleur qui n'est pas prise par un parti politique*». Je vis dans cette phrase le signe d'un refus bien ancré dans les médias francophones de donner du crédit à ce qui s'écarte des piliers de la politique belge. Car si le jaune n'est effectivement associé à aucun des partis *traditionnels*, il est par contre largement utilisé par des partis nationalistes flamands, parmi lesquels le principal faiseur de voix du pays. Mais pour certains, des couleurs il n'y en a que quatre, ce sont celles des totems que la SNCB plante à l'entrée des grandes gares du pays. Le reste n'existe pas. Or si le plus grand parti du pays n'est dans l'esprit des éditorialistes qu'un accident ou une parenthèse de l'histoire, comment de petites formations se présentant aux élections locales pourraient-elles prétendre bénéficier d'un meilleur traitement? Lorsqu'un peu d'espace médiatique leur est consacré, c'est pour se faire traiter de farfelues et voir leur programme moqué. Et lorsqu'elles émanent de communautés immigrées, grands partis et grands médias s'accordent pour leur jeter le discrédit, tant elles correspondent peu à ce qui est attendu d'elles.

Quelques jours plus tard, j'achetais le journal... Le grand quotidien qui se lève, titrait : «*A Bruxelles, plus d'un bourgmestre sur deux sera réélu*». Je me demandais à quoi bon aller voter s'il connaissait déjà les résultats, mais je reconnaissais la réalité des baronnies. Certains bourgmestres ont même pu conserver leur poste jusqu'à leur mort. L'exercice du pouvoir est une profession réservée à ceux qui veulent y faire carrière. Dans un tel système, certaines pratiques exercées pour obtenir des voix, accéder

ou se maintenir au pouvoir sont forcément peu vertueuses. La presse bruxelloise, si prompte à donner des leçons de morale et à dénoncer les dérives de la démocratie représentative en Wallonie ou ailleurs, semblait pourtant ne pas voir les pratiques ayant cours sous ses yeux.

Bruxelles est sans doute une exception... La preuve ? Au lendemain des élections, contre toute attente, plusieurs barons sont tombés. Sous le coup d'une opposition féroce ou d'un grand débat d'idées ? Non. Plus prosaïquement, leurs alliés d'hier, avec lesquels ils avaient parfois conclu des accords secrets, se sont retournés avec d'autres... avec qui ils avaient parfois passé d'autres accords. Ces renversements inattendus n'ont pas uniquement démontré l'obsession des candidats à se hisser au pouvoir : ils n'avaient souvent aucun rapport avec la mise en place d'alliances politiques cohérentes, voire relevaient de stratégies ou de vengeances extra-locales. Rageant du parachutage raté d'une des leurs dans telle commune, les uns le faisaient payer aux autres dans telle autre coalition, avant d'être renversés en retour dans telle autre circonscription, etc. A ce petit jeu, même les partis se revendiquant d'une éthique politique ont montré leur capacité à être aussi vicieux que les autres. Quant aux médias, tout affairés à traquer les invectives et les coups bas, ils en ont presque occulté des sujets sur lesquels il aurait peut-être été utile de méditer, comme le taux d'abstention : 17 % à Bruxelles...

Seul sujet de réjouissement : la campagne est finie. C'est déjà ça. Jusqu'au bout, elle aura été un moment de dépolitisation généralisée, vidant de sa substance l'idée même du mandat et de la délégation de pouvoir. Elle a au moins eu le mérite de rappeler que faire de la politique ce n'est pas voter sur de vagues promesses. C'est se mobiliser, résister, proposer, créer, inventer d'autres modes de délibération, de concertation et de décision...

Mais nous voilà avec de nouveaux élus qui vont nous représenter pour 6 ans, grâce à la *relation de confiance* qu'ils ont nouée avec nous. Le modèle représentatif a une nouvelle fois montré son efficacité. Habitants, collectifs, associations, militants : les urnes ont parlé ! Nous pourrions désormais *participer* dans les espaces prévus à cet effet. Au-delà de cette limite, nos actions et nos revendications seront toujours confrontées à l'argument suprême de la *légitimité* du suffrage universel. Jusqu'à la prochaine campagne...

Gwënael Brees

# LOBBIES EN ROUE LIBRE

CHRONIQUE

Les hydrofluorocarbones (ou HFC) sont des gaz de synthèse utilisés pour la réfrigération introduits à la suite du bannissement de leurs prédécesseurs les CFC, grands mangeurs d'ozone atmosphérique. Les HFC n'ont pas les mêmes propriétés grignoteuses mais leurs propriétés en matière d'effet de serre sont spectaculaires et l'explosion des ventes de climatiseurs dans le monde entier en fait l'un des gaz à effet de serre dont les émissions augmentent le plus vite. La Commission européenne a rédigé un avant-projet de réglementation qui bannit leur emploi : ils peuvent être remplacés par le CO2. Problème : les HFC sont encore brevetés alors qu'il est impossible de breveter le CO2... Leurs fabricants (et utilisateurs, qui ne veulent pas changer leurs appareils) ont donc levé une armée d'au moins 353 lobbyistes à Bruxelles pour persuader la Commission et le Parlement de les laisser continuer d'exploiter ces gaz si lucratifs<sup>1</sup>.

Une anecdote de plus dans la mare aux canards bruxelloise ? Peut-être, mais avec des conséquences substantielles, dont les médias n'ont pas parlé. Ces derniers ont par contre récemment fait leurs choux gras du « scandale Dalli »<sup>2</sup>. Connaissez-vous John Dalli ? Vous devriez : ce maltais était Commissaire à la Santé et aux Consommateurs jusqu'à son renvoi le 16 octobre dernier dans le cadre d'une affaire d'extorsion de fonds impliquant un homme politique maltais et Swedish Match, une entreprise suédoise produisant des « snus », petits sachets remplis de tabac (entre autres...) que l'on se place derrière la lèvre supérieure, interdits à la vente dans l'UE mais populaires dans les pays scandinaves où leur vente est tolérée. L'histoire veut que cet homme politique ait demandé une somme astronomique à cette entreprise en échange de pressions sur Dalli pour faire lever l'interdiction de commercialisation des snus dans l'UE, dans le cadre d'une directive sur les produits du tabac devant être débattue prochainement par le Parlement Européen. Choquée (l'homme aurait demandé 60 millions d'euros), l'entreprise suédoise a porté plainte auprès du service anti-fraude de la Commission, l'OLAF, lequel a rendu son rapport à Barroso et précipité la démission-renvoi de Dalli<sup>3</sup>.

Sauf que rien n'est clair dans cette histoire : le renvoi de Dalli retarde toute la procédure autour de cette directive cruciale pour les marchands de tabac en général (elle propose par exemple d'imposer des paquets dénués de tout graphisme pour les cigarettes) et l'on se demande à présent s'il n'est pas la victime d'une manoeuvre de l'industrie du tabac dans son ensemble. Le cambrilage de plusieurs ONG anti-tabac à Bruxelles dans les jours qui ont suivi son renvoi pourrait valider cette hypothèse. Mais cela pourrait encore être autre chose, comme par exemple la nécessité de couvrir des faits encore plus graves, la réputation de Dalli n'étant certes pas celle d'un

farouche opposant aux multinationales (son premier geste en tant que nouveau Commissaire fut d'approuver la pomme-de-terre OGM Amflora du chimiste allemand BASF). Pour compliquer encore davantage la chose, Dalli clame à présent publiquement qu'il a été sacrifié par Barroso aux intérêts de l'industrie. Qui croire ? Le rapport de l'OLAF n'a pas été rendu public...

Si c'est la première fois qu'un Commissaire est renvoyé à cause d'une affaire de lobbying, voir des Commissaires (et des hauts fonctionnaires) européens établir des relations étroites avec les entreprises qu'ils sont censés réglementer est monnaie courante. En fait, le phénomène du pantouflage, ou aller-et-retour entre le secteur public et privé, est omniprésent à Bruxelles. En théorie, tout Commissaire et haut fonctionnaire voulant travailler dans le privé doit obtenir l'avis favorable d'un Comité d'éthique ad hoc. Lequel a validé... 200 dossiers sur les 201 qu'il a eu à traiter depuis 2008. Devant l'évidente mauvaise volonté de la Commission de prendre ce problème au sérieux et l'accumulation des cas, CEO a porté plainte conjointement avec d'autres ONG européennes auprès du médiateur européen<sup>4</sup>.



Cela suffira-t-il ? Évidemment non. Comment faire en sorte que l'administration publique européenne protège l'intérêt général lorsque son credo schizophrénique est que seul le secteur privé sait correctement gérer les choses ? Nous en avons encore eu la preuve ce mois-ci lorsque la Commission a finalement répondu à une lettre ouverte que nous lui avons envoyée qui critiquait la privatisation des services d'eau imposée par elle aux pays en crise (Grèce, Portugal...) en échange de l'aide européenne, en contradiction avec les traités et la législation en vigueur. Sa réponse ? « *La privatisation des sociétés publiques [d'eau] contribue à la réduction de la dette publique. [...] [la privatisation augmente] par extension la compétitivité de l'économie toute entière, en attirant l'investissement direct de l'étranger. [...] La Commission croit que la privatisation des équipements publics, y compris des entreprises de fourniture d'eau, peut bénéficier à la société quand elle est bien menée.* » À l'heure de la remunicipalisation des services d'eau<sup>5</sup>, lire de pareilles sottises tout droit sorties

de l'âge d'or de l'ajustement structurel (même la Banque Mondiale n'ose plus produire des analyses aussi partiales aujourd'hui) est tout simplement hallucinant. La Commission avance sur ce terrain en roue libre, aveuglée par son idéologie et l'espoir d'enfin remporter une bataille qu'elle a perdue tout au long des années 2000 : les gouvernements grecs et portugais à qui elle a imposé cela sont à genoux, piégés par les marchés financiers. Belle victoire, messieurs, bravo.

Un dossier qui ne vous aura pas échappé, en revanche, est l'affaire Séralini, du nom de ce scientifique français qui a sorti une étude montrant l'impact catastrophique sur la santé de rats nourris au maïs OGM NK603 et au Roundup, l'herbicide le plus vendu au monde. Il faudra un jour élever un monument aux millions de rats trucidés par la science pour notre protection (hum!), mais en attendant l'affaire a fait grand bruit, ne serait-ce qu'à cause de la contre-offensive foudroyante de l'industrie. L'EFSA, l'agence européenne pour la sécurité alimentaire qui étudie la toxicité des OGM et des pesticides, ne s'est quant à elle pas démontée : l'étude ne vaut rien, circulez. Deux semaines après avoir rendu son avis, elle participait à un atelier organisé par Europabio, le lobby européen des biotechnologies, sur l'évaluation toxicologique des OGM. Mais là, pas de scandale médiatique, rien.

L'humour est l'adrénaline des optimistes, disait je ne sais plus quel phraseur. Alors je ne peux pas refermer cette chronique sans mentionner le « tour de l'austérité », course cycliste burlesque et pédagogique qui s'est tenue à Bruxelles le 27 octobre dernier dans le quartier européen et ailleurs. L'occasion d'assister aux efforts (mesurés) et aux victoires (garanties par le Commissaire de course, Herman Van Rompuy) des barons de l'austérité belges et européens, et de visiter tous ces lieux de pouvoir, le sourire de la dérision et de la détermination aux lèvres. Merci aux organisateurs, et vivement la prochaine course !

Pour l'équipe de GEO,

**Martin Pigeon**

(1) Climate bombs called HFCs, Corporate Europe Observatory, 13 septembre 2012

(2) Dalligate: Smokescreen or smoking gun? Scandal exposes deep problem of corporate influence over Commission decision-making, 25 octobre 2012, Corporate Europe Observatory

(3) John Dalli n'aurait pas pris part aux manoeuvres de son ami mais en aurait eu connaissance sans s'y opposer.

(4) Commission's Refusal to Block Revolving Door triggers Ombudsman Complaint, Corporate Europe Observatory, 16 octobre 2012

(5) Remunicipalisation - Putting water back into public hands, CEO, TNI et MSP, 14 mars 2012.

# ZIN TV: OUTIL DE REAPPROPRIATION DE L'EXPRESSION CITOYENNE

*Nous avons consacré les deux premiers dossiers de Kairos à une analyse critique de la RTBF et de sa dérive mercantile sous la pression publicitaire et politicienne. La dérive continue. Heureusement et bien entendu, « La vie sociale résiste à l'écran » comme le dit Serge Halimi - directeur de la rédaction. Nous avons rencontré Zin TV, basée en Région Bruxelloise et active sur de nombreux terrains, dans de nombreux pays. Une alternative bien vivante qui donne envie de sortir des écrans et qui le fait. Rencontre avec Ronnie Ramirez, l'un des fondateurs et coordinateurs de Zin TV.*

## **K. Peux-tu nous présenter Zin TV, comment est-elle née?**

Le but de Zin TV, c'est de créer autre chose que ce qu'on subit comme télévision, c'est notre façon de prendre nos responsabilités comme professionnels de l'audiovisuel et de proposer une alternative. Zin TV est née avec une vocation pédagogique dans le but de pouvoir stimuler les mouvements sociaux, le monde citoyen, à travers l'envie et la capacité des gens à se réapproprier leur propre image, et l'image de leurs mondes. Comprendre que l'image est construite par un langage, et que cette construction construit aussi une identité, c'est fondamental, et Zin TV base son action là-dessus.

A l'époque, nous étions modestement l'« Ecole de cinéma des quartiers populaires » qui regroupait par affinité des personnes actives dans les ateliers vidéo des quartiers. Nous formions déjà pas mal de gens, mais une fois que l'on avait donné goût au métier, il était difficile de donner des perspectives : les portes du marché du travail s'ouvrent difficilement, surtout si tu n'empruntes pas les filières classiques. Une sorte de retour à la case de départ générerait un découragement par la suite et rendait notre action plus ou moins stérile. L'heure était venue de devenir plus ambitieux et de proposer une suite aux formations que nous donnions. On a pris le temps de discuter; une prise de conscience s'est opérée chez la plupart d'entre nous et on s'est mis à rêver un projet qui rapproche nos jeunes plus des initiatives constructives et des solutions collectives. Et c'est à partir de ce moment que les choses ont pris de l'ampleur.

Nous avons déjà travaillé avec François Ruffin que nous avons rencontré au Venezuela où il faisait de la formation aux médias. Il a lancé en France le journal «Fakir»<sup>1</sup> dans sa formule nationale par un évènement bruxellois en parlant des lobbies économiques qui influencent l'Union européenne: ça consistait à poser une plaque symbolique avec les logos de quelques mouvements sociaux à la place d'une autre plaque - tout aussi symbolique - posée par les lobbies économiques à l'entrée du Parlement européen, elle y est toujours d'ailleurs. En même temps, le tout passait dans l'émission radio « Là-bas si j'y suis » de Daniel Mermet sur France Inter. François nous a

demandé de l'aider. On a donc contacté les syndicats et autres organisations, parce que l'idée était d'allier la culture et le social, les artistes et les mouvements sociaux. On a également fait venir « théâtre et réconciliation », animé par Frédérique Lecomte qui a mis en scène des sans papiers qui ont égorgé Monsieur Kapit Ali St, et on a filmé tout ça.<sup>2</sup>

A ce moment-là, il devenait clair qu'il nous fallait un nom qui corresponde à notre nouveau projet et qui puisse allier formation, production, distribution et mobilisation. En fait, la réflexion sur notre outil, sa structure et son évolution est allée de pair avec la recherche du nom. **Il nous fallait une télévision qui nous ressemble et qui dépasse l'idée même de la télé. C'est-à-dire que son rôle n'est pas d'isoler les gens, mais plutôt à les faire sortir de chez eux pour entrer en action, faire rencontrer d'autres citoyens et même faire rencontrer les réseaux entre eux.**

En bon journaliste, François nous avait posé la bonne question : vous n'avez pas, chez vous, un personnage qui représente l'exclu ? A Bruxelles, c'est le zinneke qui représente au mieux le personnage qui est à l'ombre, qui est sans voix, sans image, un mélangé qui se revendique sans complexe de ce panachage. **Le zinneke, c'est le chien bâtard qu'on noyait dans la Senne, c'est le symbole de ce dont on ne veut pas. D'où le nom « Zin » qui vient de Zenne (Senne en flamand), mais qui veut également dire « beauté » en arabe, « sens » en flamand, et se prononce comme « sans » [sín] en espagnol, sans-télé...** En plus, avec ses possibilités graphiques, le nom était tout trouvé: « Zin TV ». C'est donc François Ruffin qui nous a aidé à trouver le nom. Ainsi on s'est fait connaître et depuis, on est débordés. (rires).

Du coup, nous avons pris conscience que dans notre pays, il se passe plein de choses au mètre carré, il y a une vie associative, syndicale et culturelle extrêmement riche, des initiatives et des débats intéressants, des gens qui cherchent des solutions, des productions artistiques originales, etc. mais qui se passent loin des caméras de télévision de service publique. Pourquoi alors consacrer 6 heures de programmation d'un mariage princier à l'étranger ? **En montrant, on fait exister, donc on stimule. On peut donc comprendre pourquoi on ne montre pas.**

Il y a bien sûr encore quelques exceptions, mais quand la vie associative est montrée à la télé, c'est souvent sur le mode du folklorique, de l'anecdotique, de l'insignifiant et quand il s'agit des luttes sociales, c'est sur un ton d'agacement qu'on les aborde, de la distance hygiénique, quand ce n'est pas carrément les criminaliser...

Mais cela, tout le monde le sait, **il faut dépasser là encore la simple critique du média qui est certes nécessaire, mais limitant et seulement d'ordre tactique. Il y a par ailleurs une**

**carte d'identité collective à construire, qui nous définit et qui représente cette diversité que nous défendons. Pour cela nous devons créer notre propre esthétique, cela c'est d'ordre stratégique, donc essentiel.**

Il va de soi que Zin TV se propose d'aider et d'accompagner ceux qui veulent se réapproprier l'outil. C'est donc dans les meilleurs des cas, un travail de co-construction avec les associations et les citoyens engagés. De ce point de vue, **Zin TV est une école de cinéma pour les autres, avec des pros qui viennent donner un coup de main. C'est notre manière de démocratiser le secteur de la pédagogie du cinéma qui à l'origine est élitiste.**

## **K. Quel genre de formation proposez-vous, comment organisez-vous votre travail?**

Pour l'instant, nous répondons surtout à une nécessité. Il n'y a pas un cursus unique que nous imposons à tous, notre répertoire est riche et modulable à volonté. Accompagner des processus filmiques et les aider à se développer. Nous organisons des formations là où on nous appelle: notre école est mobile et va vers les citoyens. On refuse les formations basées sur le mode d'emploi du matériel, il y a suffisamment d'offre à ce niveau. La formation technique n'est qu'un segment d'un processus. On ne lâche pas les participants réguliers, nous les suivons jusqu'à ce qu'ils puissent être autonomes et même nous aider à en former d'autres. Mais, le jour viendra où nous pourrions donner des formations intégrales et de longue durée, les seules qui garantissent un résultat.

Nos formations sont conçues comme un laboratoire de libération des formes, du langage cinématographique et les références communes nous aident à avoir un langage commun. C'est pour cela que nous essayons d'offrir des références d'expériences d'émancipation cinématographiques dans l'histoire du cinéma, histoire de s'inscrire dans un héritage autre que celui de l'Entertainment. Ainsi on revisite des périodes fécondes, on regarde les films et on tente de comprendre comment des nouvelles esthétiques se sont forgées.

Zin TV est le résultat d'un héritage cinématographique. On n'est pas partis de rien, nous nous situons par filiation, cela nous aide à nous inscrire dans une lignée de continuité historique d'émancipation cinématographique et à envisager un avenir. C'est peut-être là, notre côté laboratoire de télévision de service publique de demain ?

## **K. Comment évoluent les choses de ce point de vue à selon vous?**

Certains d'entre nous, dont moi-même, avons eu la chance de voyager au Venezuela d'Hugo

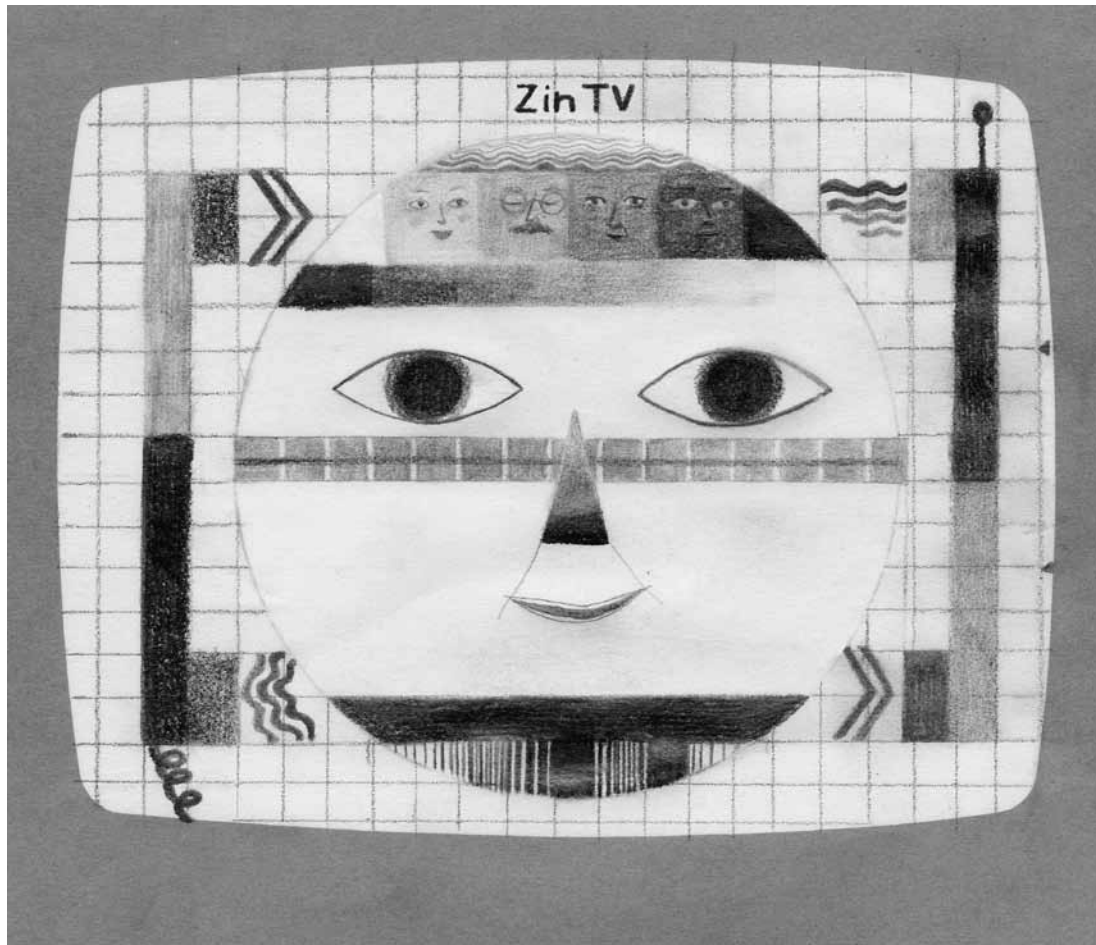


Illustration: Isabelle Haymoz

Chavez et de pouvoir participer et étudier de près l'expérience des télé associatives qui sont en pleine éclosion. Il est intéressant de voir que la Révolution Bolivarienne a ouvert un front dans le paysage audiovisuel. Il est maintenant rejoint par des milliers de nouvelles télé associatives partout en Amérique Latine, qui vit sa deuxième indépendance et réveil de la société civile. Le Venezuela a déjà mis deux satellites de télécommunications en orbite et la Bolivie d'Evo Morales aura bientôt le sien, cela au service, entre autres, du mouvement des télé communautaires. Une législation qui délimite équitablement le spectre de diffusion hertzien entre le secteur privé, public et communautaire est déjà une réalité en Argentine et verra le jour dans d'autres pays de la région. Bref, c'est un des phénomènes des plus intéressants de notre histoire contemporaine.

Chez nous, c'est pour l'instant un peu plus morose, il y a une pente sur laquelle les écoles de cinéma sont en train de glisser, c'est une tendance générale qui penche vers la fiction commerciale au détriment du cinéma de réalité. Du côté néerlandophone c'est pareil, avec une version télévisuelle plus accentuée. C'est bien sûr plus lucratif, cela attire plus les étudiants-clients... Pourtant en Belgique nous pouvons être fier de nombreuses expériences issues d'une ligne réalité largement primée et admirée dans le monde entier : les frères Dardenne, Henry Stork, Paul Meyer, etc. Dans ce sens, nous collaborons beaucoup avec Thierry Odeyn, professeur et fondateur avec Michel Khleiffi de la ligne réalité à l'INSAS (école de cinéma à Bruxelles) qui influence et nourrit positivement nos travaux. Il faut lui rendre hommage car il est littéralement notre bibliothèque vivante, d'une générosité sans bornes et sincère, un grand pédagogue ayant une vision aiguisée du paysage cinématographique, il éclaire nos pratiques et notre boussole.

Zin TV est dans un processus évolutif, nous nous institutionnalisons peu à peu et consolidons le projet, de manière prudente, car ce que nous avons créé reste fragile, ça nous échappe même.

C'est pour cela que nous nous sommes associés à des partenaires qui nous permettent de rendre possible notre action. Mais, nous faisons tout pour que ce projet devienne irréversible.

**K. Vous indiquez dans votre brochure qu' « Une écriture, une mise en scène ou une investigation demande une «vitesse de production» plus lente »4 . Avez-vous un point de vue sur le productivisme?**

En pratique, chez Zin TV, on ne cherche surtout pas à brûler les étapes, il n'y a aucune raison. Le cadre pédagogique nous permet de fonctionner par tâtonnement, où l'on essaye et corrige, tant que l'on arrive à de la qualité. Si l'on commence à produire du contenu rien que pour remplir de l'espace c'est un mauvais signe, ça signifie qu'on ne répond plus à une nécessité. Le jour où l'on fonctionnera en pilotage automatique, il faudra que l'on vienne nous réveiller. Par contre, intensifier une production et respecter des deadlines, s'il faut le faire, nous sommes prêts à le faire car c'est justifié.

Si ta question est plus d'ordre idéologique, de manière générale nous n'avons pas d'orientation politique unique ou univoque. **Notre projet c'est de créer un espace de participation citoyenne réel, et un tel espace ne peut pas être mis sous tutelle ni par l'État, ni par une avant-garde marxiste-léniniste, ni par une église, ni une entreprise privée, sinon cet espace de pouvoir citoyen sera tout simplement avorté.** C'est un espace fragile où il est nécessaire que les idées citoyennes soient débattues, toutes avec respect et sans complexes. Il s'agit de créer une nouvelle culture politique, celle marquée par le terrain, celle de la démocratie participative, celle de l'action collective, celle qui sera au mieux socio-productive, mais qui dépasse les vieux schémas qui condamnent toute idée de gauche au siècle passé.

C'est aussi pour nourrir et contribuer à l'émergence de cette nouvelle culture politique que Zin TV s'est ouvert au monde et travaille en réseau avec des partenaires de différents pays, surtout avec l'Amérique Latine. En 2011, nous avons accompagné la délégation des dirigeants étudiants chiliens venus au Parlement européen. Dans leur pays, ils sont sous les feux des projecteurs et la vidéo que nous avons réalisée a eu un impact énorme là-bas. Comme quoi, nous pouvons aussi donner un petit coup de pouce aux camarades en lutte à l'autre bout de la planète. Nous travaillons également avec Poadane, des vidéastes Kanaks en Nouvelle-Calédonie, ALBA TV et VIVE TV au Venezuela. Là, nous tournons un film au Burkina-Faso où nous travaillons avec des communautés déplacées par une transnationale d'exploitation aurifère. Nous travaillons également en Belgique, entre autres, avec le Festival International du Film Documentaire Millenium, les Comités Action Europe contre l'austérité que nous suivons dès leur début, etc. Voilà, le reste est sur notre site internet et dans les coulisses... Tout cela est franchement passionnant et réunit des personnes extraordinaires, alors qu'on nous dessinait une vie sans horizon.

*Propos recueillis par JBG, relus et corrigés par Ronnie Ramirez.*

*La version longue de cet entretien sera diffusé notamment sur [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)*

(1) <http://www.fakirpresse.info>

(2) <http://www.zintv.org/Journee-de-lancement-du-journal>

(3) NDLR: la RTBF vient de déprogrammer « Ca bouge », son « émission présentant l'agenda des manifestations d'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles ».

(4) <http://www.zintv.org/documents/ZinTV.pdf>

Zin TV lance un appel aux volontaires pour se joindre à des projets en cours, ou même à proposer. Il suffit d'envoyer vos coordonnées (nom, prénom, mail, gsm ou téléphone) à : [zamiz@zintv.org](mailto:zamiz@zintv.org)

Vous serez ainsi régulièrement informés des demandes.

Quelques projets proposés :

- Rédaction du séminaire « Réalité Point de Vue » de Thierry Odeyn, nous cherchons des volontaires pour retranscrire deux semaines de séminaires. Cet ouvrage fera l'objet d'une future publication.
- Traduction de l'ouvrage de Jorge Sanjinés. « Théorie et Pratique d'un cinéma auprès du peuple » est un classique qui n'existe pas encore en français et ne fait que 120 pages. L'ambassade de la Bolivie à Bruxelles est prête à nous soutenir dans la publication. Nous cherchons des traducteurs espagnols > français. (néerlandais, c'est pas de refus).
- Une liste de permanence vidéo pour les luttes sociales est également ouverte, pour la rejoindre il suffit de s'y inscrire. Si vous ne dominez pas le matériel audiovisuel, vous êtes invités à vous inscrire dans notre formation au reportage social.
- Zin TV accueille également des étudiants en communication ou cinéma en recherche de stages.

# FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

## BOULES DE GRAINES POUR LES OISEAUX

FAIT  
MAIN, C'EST  
LE PIED!

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de **\*faire par soi-même\*** pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

[www.foiresavoirfaire.org](http://www.foiresavoirfaire.org)



### Matériel

- > une petite casserole,
- > du blanc de boeuf,
- > du saindoux,
- > un mélange de graines,
- > petit pot récup' (petit suisse, yahourt, ...)
- > une ficelle,
- > un boulon,

### Marche à suivre

- > Dans une petite casserole faire fondre moitié de blanc de boeuf et moitié de saindoux.
- > verser un mélange de graines et mélanger,
- > verser le tout dans un petit pot récup', dans lequel on aura préalablement déposé un fil avec un boulon (à l'extrémité qui se trouvera dans le petit pot).
- > mettre au froid pour faire prendre la graisse, pour démouler tremper dans de l'eau chaude un court instant.

**Installer les boules de graines.** Attention veiller à ne pas les mettre en plein soleil (pour que la graisse ne fonde pas), veiller aussi à les disposer dans des endroits non accessibles aux chats, des endroits dégagés où les oiseaux peuvent voir et anticiper la venue de prédateurs.



Illustration: Anne Castaldo



### « L'HANDICAP SALARIAL » ET LA FEB

« Les prochains jours promettent d'être déterminants: tout d'abord pour le budget, mais de manière corollaire aussi pour la compétitivité de nos entreprises et la relance de l'économie ». C'est toujours un plaisir de lire l'*inforfeb* (, la newsletter pour décideurs de la FEB, à ceci près que, eu égard aux orientations néolibérales de la gauche gouvernementale, des médias de masse et des économistes médiatiques, on ne peut toujours pas bien différencier, si on ne la connaît pas, la source de l'information. Dans son avant-dernière fournée (25 octobre 2012), la FEB « *retiendra surtout que la Belgique est le pays le plus imposé de la zone euro* » ... et en matière de taxation sur les plus-values boursières et les dividendes? Mais pourquoi donc être objectif et parler de ce qui desserrerait ses propos... Parmi les solutions donc, toujours les mêmes : relever l'âge de la pension, améliorer l'*«efficacité des pouvoirs publics* », « *juguler l'augmentation de dépense* » (sic), ... Pour conclure : « *La pire chose que nous puissions faire aujourd'hui est de prendre des mesures nuisant aux entreprises, qui sont le moteur de la reprise économique et de la croissance* » (...) « *Si en matière de coûts salariaux, nous ne pouvons offrir aucune perspective de résorption du handicap salarial, toute stratégie de relance sera d'emblée vouée à l'échec* ». Dans sa dernière prose (8 novembre 2012) la FEB notait : « *Il importe que la réserve de main-d'oeuvre disponible soit sollicitée et rendue opérationnelle, en vue d'éliminer la pénurie régnant sur le marché du travail, d'occuper les nombreux postes se libérant sous l'effet du vieillissement et de satisfaire à la demande de travail croissante lors de la relance qui se produira rapidement, espérons-le.* » Espérons-le, et sinon, à la galère les chômeurs !

(1) Voir « Paradis fiscaux le modèle belge », Le Monde Diplomatique, juillet 2012.

### CHANGEMENT D'HEURE: RISQUE D'ACCIDENTS...DE PIETONS !

« Les moments les plus dangereux tombent toujours aux mêmes périodes de l'année, du mois, de la semaine, du jour, voire même aux mêmes heures », explique Sofie Van Damme de l'IBSR. « Le fait que davantage d'accidents vont se produire ce mois-ci est lié au passage à l'heure d'hiver. Dès lundi l'heure de pointe du soir se passera dans le noir, une situation pour laquelle tous les usagers

## BRÈVES

de la route ont besoin d'un temps d'adaptation. C'est surtout le cas pour les piétons. » Surtout le cas pour les piétons? C'est les piétons qui se font dessus maintenant ?

[www.levif.be](http://www.levif.be)

### NOTRE DAME DES LANDES

Cela s'avère du même domaine, à une autre échelle, que la lubie du bourgmestre de Bruxelles, voulant à tout prix « son » centre commercial – Néo -, excepté qu'ici, à Notre Dame des Landes, le combat pour empêcher le déploiement de l'aéroport dure depuis bien plus longtemps et a pris une ampleur considérable : couvrant depuis environ 40 ans, l'aéroport occuperait quelques 2000 hectares au nord de Nantes. Ce qui s'avère une absurdité pour ceux qui pensent qu'un modèle de société productiviste n'est pas soutenable, comme des écologistes, paysans, certains élus, et de nombreux habitants, ne semble pas l'être pour la plupart des élus et les médias de masse... sans s'en étonner : ces derniers ont, peu ou prou, les mêmes sponsors que les aéroports, grandes surfaces et autoroutes.

Les ZADistes (occupants de la Zone d'Aménagement Différé qu'ils ont rebaptisée Zone A Défendre) avaient été délogés à coup de matraques, de grenades lacrymogènes, de bulldozer, victimes d'une violence policière parfois inouïe. Un rendez-vous était fixé le 17 novembre pour une grande réunion de réoccupation. Entre 13.500 (selon la police) et 40.000 personnes (selon les organisateurs) s'y sont retrouvés ! L'Ayraultport (du nom du premier ministre qui en est le principal porteur) est mal barré, quand bien même le Ministre de l'intérieur M. Valls déclarait ensuite à propos de la construction de cet aéroport inutile et imposé : « la détermination du gouvernement est totale ». Comme on l'a vu sur des pancartes : « la lutte décolle »

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

### LES TITRES HONORIFIQUES MONTENT LA GARDE

La contestation n'aura pas abouti : Christine Lagarde a finalement reçu le titre honoris causa qui récompense une personnalité pour son mérite. « Mérite » ? Précisément, dans ce cas, pour son « *leadership éminent et visionnaire, son esprit de décision, sa communication ouverte et claire et ses efforts soutenus pour pro-*

*mouvoir son message* », dit le recteur de la KU Leuven : tout est dit mais rien n'est dit. Après l'Europe Prix Nobel de la Paix, les récompenses lénifiantes et confirmant la reconnaissance institutionnelle des politiques actuelles – réduction des budgets sociaux, transfert de richesses des contribuables aux banques, aggravations « justifiées » des conditions de travail, ... - participent pleinement à l'illusion que « tout est normal ». Mais gardons l'espoir, car nous sommes la crise : « *La crise nous définit, mais elle nous définit surtout dans la manière que nous aurons de la vaincre. Nous devons rétablir la croissance, créer des emplois, mais nous devons également rétablir l'espoir dans la dignité.* »

[www.rtbf.be](http://www.rtbf.be)

### L'INDÉPENDANCE « RÉELLE » DU CSA

Dans le numéro 53 de « Régulations », le magazine électronique du CSA, on lit un article de M. Janssen, Président du même CSA, qui propose « des pistes concrètes suggérées à titre personnel ». Que le président, valeureux, écrive des idées personnelles dans une publication qui est la vitrine du CSA, voilà qui n'est pas commun. On savait déjà que M. Janssen ne briguerait pas un second mandat à la tête du régulateur. Il faut dire que son indépendance revendiquée ne plaisait pas à tout le monde, comme nous en parlions déjà dans le Kairos 2 : il s'était opposé à l'accord Laan avec RTL-TVi exilée juridiquement au Luxembourg. Dans son article « Pour une nouvelle régulation des médias audiovisuels », M. Janssen termine comme ceci : « Ensuite, pour que ce modèle de régulation fonctionne, il est impératif que tout le monde joue effectivement le jeu, que chacun respecte dans les faits les règles du jeu. Chacun doit appliquer la régulation à soi-même avec une ferveur identique à celle qui anime les revendications de régulation des concurrents. Chacun doit soutenir massivement l'indépendance réelle des régulateurs. Tout différend entre régulateurs et régulés doit s'exprimer et se résoudre dans la transparence ». « L'indépendance réelle » des régulateurs ? De la part du désormais ex-Président du CSA, voilà qui sonne comme un aveu terrible. Comme en réponse, la ministre Laanan a nommé à la tête du CSA Dominique Vosters, qui n'est autre que son directeur de cabinet adjoint, en charge des questions audiovisuelles... Nouvel inceste politico-médiatique. Tant que le paysage politique restera sinistré comme il l'est aujourd'hui, il n'y a vraiment pas grand chose à attendre de ce côté là. Pour les alternatives, voir les pages précédentes!

[www.csa.be](http://www.csa.be), Le Soir 20/09/12, Les Echos, 7/11/12

## AGENDA / ANNONCES

ANNONCES

**Qui:** Les petites annonces peuvent être proposées par des particuliers, des collectifs ou associations sans but lucratif.

**Quoi:** Demandes et offres de matériel, biens, services, échanges, dons, etc. Les offres matrimoniales, toutes respectables qu'elles soient, ne sont pas acceptées.

**Prix:** La diffusion unique d'une annonce coûte 5 euros, à verser sur le compte de Kairos pour nous soutenir.

Comment: Les annonces font au maximum 600 caractères espaces compris, elles sont à adresser à [annonces@kairospresse.be](mailto:annonces@kairospresse.be)

**Quand:** Les annonces sont publiées dans le numéro qui suit le 30ème jour de la réception de l'annonce et du paiement, hors numéro spécial.

**Sélection:** Kairos se réserve le droit de ne pas publier certaines annonces. Vie privée: Attention, les numéros de téléphones, adresses et coordonnées que vous

indiquez dans l'annonce seront publiés dans le journal Kairos. En nous communiquant ces données, vous acceptez que nous les publions. La rédaction décline toute responsabilité de l'usage qui sera fait de ces informations privées par des tiers

#### JEUDI 13 DÉCEMBRE À 19H30 LE COHABITAT, RECONSTRUISSONS DES VILLAGES EN VILLE!

Conférence-débat autour du livre de Matthieu Lietaert sur le cohabitat (ed.couleur livres)

Une activité organisée par l'Association Culturelle Joseph jacquemotte (ACJJ).

Salle Espace Marx, rue Rouppe 4 -1000 BXL (entrée libre, bar à disposition du public).

#### LE SAMEDI 15 DÉCEMBRE À 19H30 « NOURRIR L'HUMANITÉ C'EST UN MÉTIER»

de la compagnie Art&t'ça. Pièce de théâtre documentaire.

Cette pièce traite de la DISPARITION DES PETITES EXPLOITATIONS

FAMILIALES EN WALLONIE. Ouvert à tout public, avec possibilité de soutenir l'initiative en : diffusant l'information via votre réseau, être présents ce jour-là en tant qu'association avec de la documentation (flyers, livres, pétition, ...), tenir un petit stand.

Au Centre Liégeois du Beau-Mur Info et réservation : 04/349.01.44

#### LE JOURNAL EL BATIA-MOÛRT-SOÛ ( LE BATEAU IVRE) EST EN KIOSQUE DEPUIS OCTOBRE.

Comme toute presse alternative, elle a besoin, pour ne pas être vendue... d'être achetée. En vente en librairie au prix de 2 euros.

#### VENDREDI 7 DÉCEMBRE LA SIMPLICITÉ VOLONTAIRE, UNE RÉPONSE AUX CRISES QUI NOUS SECOUENT ?

Faites-vous partie de ces nombreuses personnes qui désirent changer le

cours des choses, et qui cherchent à vivre d'une manière plus respectueuse de la Terre et de tous ses habitants? La Simplicité Volontaire apporte une réponse simple que vous pouvez appliquer au quotidien et dans la joie. Vous avancez à votre rythme, c'est vous qui tracez le chemin !

A Mundo-B Rue d'Edimbourg 26 à 1050 Bruxelles (salle Fair Trade) à 19h30. Entrée gratuite. Métro : ligne 2 et 6 (arrêt Porte de Namur ou Trône) - Bus : 71 et 54 (arrêt Porte de Namur), 38 et 95 etc. (arrêt Trône). A l'issue de ces conférences, les participant(e)s intéressé(e)s auront l'opportunité d'intégrer un groupe de Simplicité Volontaire.

#### DEUX NOUVELLES LISTES DE PETITES ANNONCES VIENNENT DE VOIR LE JOUR À BXL POUR PARTAGER DES PLANS-DÉBROUILLE.

Les **roberts**, un échange de services et d'objets (gratuits ou à mini-prix), un recyclage heureux des objets dont

on ne se sert plus, et dont le voisin est justement en train de rêver!!!

**Berta**, un réseau de solidarité-logement, où l'on partage par bouche à oreille des plans de logement à des prix raisonnables.

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un mail en se présentant brièvement aux adresses [berta@lists.collectifs.net](mailto:berta@lists.collectifs.net) ou [lesroberts@lists.collectifs.net](mailto:lesroberts@lists.collectifs.net), en mentionnant «inscription» dans l'objet du message.

#### 1ER JANVIER 2013 : BONNE ANNÉE ET MEILLEURS VŒUX !

Cette année, on s'organise, ça va pas être triste !

#### 21 DÉCEMBRE 2012 : FIN DU MONDE.

## VU, LU, ENTENDU

#### L'AN 02 - ON DEBRANCHE TOUT, ON REFLECHIT, ET C'EST PAS TRISTE

« L'écologie a germé sur le sol vitrifié d'Hiroshima, sur les plages souillées par l'Amoco Cadiz, dans le printemps silencieux du DDT, comme dans le caisson bétonné de Tchernobyl. Quarante ans après, le mot d'ordre de Gédé et de sa bande de L'An 01 n'a donc rien perdu de son impérieuse nécessité ; plus que jamais, il est urgent de dire avec eux : « On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste ». Il est donc venu le temps de L'An 02. »

Longue vie à L'An 02 !

Semestriel qui en est à son deuxième numéro, disponible à la demande (7 euros port compris), sur abonnement (10 euros/an), en librairie.

En Belgique, vous trouverez L'An 02 à / Bruxelles : Le Joli Mai, rue Paul Dejaer (St Gilles) - Tropismes, galerie des Princes 11 - Microboutiek, cinéma Nova, rue Arenberg - Librairie Volders, avenue Jean Volders 40 (St Gilles) / Liège : Au près du mpOC de Liège - Entre-Temps, Barricade, rue Pierreuse 19 - Livre aux trésors, place Xavier-Neu Jean 27A - Varia, rue des Mineurs 8 - Librairie de la Place (Tilff).

Retrouvez les textes, les infos et abonnements sur : [www.lan02.org](http://www.lan02.org)

#### L'ANTECRISE

« Nietzsche a intitulé L'Antéchrist un de ses ouvrages où il dénonce l'hypocrisie chrétienne et le mensonge idéaliste, où il réduit en miettes toute philosophie du ressentiment, de la soumission, de la glorification de ce qui nous écrase et nous affaiblit. Il invite à la transvaluation de toutes les valeurs, à renverser et démultiplier les perspectives. Dans son livre suivant, Ecce Homo, il en appelle à ne pas seulement détruire et dénoncer mais à affirmer la vraie vie, à faire croître les énergies vitales, à prendre la place du créateur. » Fameux programme qu'était celui du Festival des libertés, organisé comme chaque année à l'automne par Bruxelles Laïque. Et pari festivement relevé puisqu'on a vu venir une formidable volonté de se défaire du misérabilisme et de l'inaction, l'envie de choisir les passions joyeuses et de laisser les passions tristes, pour cultiver les essais et tâtonnements et chercher au-delà de la crise à bien vivre. Une saine et bienvenue critique de la dépression ambiante dans le contexte d'effondrement de tous les systèmes « clés en

main ». Et qui appelle d'autres interrogations, comme celles relatives aux façons d'assumer joyeusement le conflit, ou aux tentatives d'organisations éparées de faire le rapport de force, pour pouvoir exister face à ce qui les détruit et, donc, garder le sourire.

La Revue Bruxelles Laïque Echo consacrée à l'Antécrise est accessible en ligne :

[http://www.bxlaique.be/docs/ble/Bruxelles\\_Laique\\_Echos\\_2012\\_03.pdf](http://www.bxlaique.be/docs/ble/Bruxelles_Laique_Echos_2012_03.pdf)



#### REVUE VARIATIONS

- La revue Variations s'intéresse au travail, sous un angle critique. Critique inévitable, car persuadés de la nécessité du travail salarié à force d'en entendre les vertus dans les médias dominants, nous avons difficile à imaginer une vie qui en serait libérée. Ainsi croyons-nous, baignés depuis notre naissance dans le spectacle du travail/consommation, que seuls ceux qui bénéficient d'un revenu sont actifs, chômeurs et pensionnés étant par là même considérés comme des oisifs qui ont du temps; que travailler pour vivre – comme ces paysans non-occidentaux qui ne travaillent que lorsqu'ils en ont besoin en période de récolte – est insuffisant, sans réaliser que le surplus de travail se justifie par la nécessité créée de produire plus d'objets qui seront achetés par des individus qui devront travailler pour se les offrir - objets le plus souvent servant d'unicques symboles de la société de consommation, devant à court terme être remplacés par leur obsolescence programmée ; que la critique du mythe du travail n'est que la résultante de dispositions individuelles (oisiveté, intérêt, assistanat...).

La revue s'attaque donc à l'« inattaquable », cherche « à fragiliser et à démasquer le fétiche travail qui se présente toujours avec un air de nécessité évidente, transhistorique, qui le place au-dessus de tout débat. Le travail serait ainsi toujours bénéfique,

utile, voire neutre. Si le monde tel qu'il va est en crise, le travail n'y serait pour rien et nous n'aurions à nous en prendre qu'à un segment très particulier et restreint du système, une instance toujours fuyante, chargée de tous les maux, le capital financier. Dans ce jeu de cache-cache où les grands industriels se présentent du côté du travail, comme des bienfaiteurs de l'humanité, tenter de ressaisir constamment toutes les médiations qui se trouvent au cœur des rapports sociaux capitalistes est une tâche complexe qui nécessite de multiples analyses. D'autant plus que le conte bleu d'un travail forcément positif est une représentation extrêmement prégnante et répandue, et notamment partagée par ces partis de gauche qui n'ont jamais pris au sérieux les avertissements donnés par Karl Marx dans sa Critique du programme de Gotha, ou par Walter Benjamin dans ses Thèses sur l'histoire. Manifestement, les termes du débat doivent changer : il ne s'agit pas de libérer le travail, mais de se libérer du travail. S'émanciper, intellectuellement et socialement de son cortège d'abstractions marchandes et bureaucratiques, dont la règle d'or qui doit assurer des rendements stables n'est que le point d'orgue ».

Prenant exemple sur les nouvelles solidarités qui émergent au Portugal, en Espagne, en Italie et en Grèce, la revue y voit une forme de dépassement du travail nécessaire à l'émergence d'autres possibles. Mais le travail c'est aussi celui des « autres », éloignés, qui tels des esclaves s'échinent à assurer l'acheminement des objets de consommation moderne, comme l'iPhone, dont l'usage et sa généralisation rendent encore plus criant le silence qui entoure sa production : « Les écrans des iPhone du groupe Apple sont tapotés et caressés par des millions de consommateurs sur les cinq continents. Ces séduisants objets dits « conviviaux » sont fabriqués en Chine dans les usines du groupe taïwanais Foxconn. Récemment dans l'une d'elles, la colère de 2000 ouvriers a explosé contre la brutalité des gardiens et contre les conditions de travail. Quarante ouvriers ont été blessés et sept d'entre eux seraient morts à la suite de l'intervention de 5000 policiers anti-émeutes ».

Au sommaire de ce numéro, notamment, une réédition d'un dialogue entre Jean-Marie Vincent et André Gorz, un extrait du dernier ouvrage d'Arno Münster, qui lie l'approche de Gorz à la critique du capitalisme vert. Pierre Dardot et Moïse Postone offre une relecture critique de Marx hors des sentiers battus, stimulant une analyse renouvelée de la catégorie de travail, David Puaud explore les effets et contradictions d'une statue à la gloire de l'industrie automobile. Des recensions de livres, etc...

Revue Variations, Revue internationale de théorie critique, « critique du travail », numéro 17, automne 2012



**ENVOYEZ VOS RÉACTIONS À:  
COURRIER@KAIROSPRESSE.BE  
ET POUR LES FÊTES, ABONNEZ  
VOTRE FAMILLES ET VOS AMIS  
À KAIROS, COMME ÇA EN 2013  
ON SERA PLUS FORT !**

## Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

### SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL\*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

#### BELGIQUE

##### Personnes

> Abonnement simple

18 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

##### Organisations

> Abonnement simple

40 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

#### FRANCE

##### Personnes

> Abonnement simple

24 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

##### Organisations

> Abonnement simple

44 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

Nom\*\*\*: \_\_\_\_\_ Prénom\*\*\*: \_\_\_\_\_

Rue\*\*\*: \_\_\_\_\_ Numéro: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Ville\*\*\*: \_\_\_\_\_ Pays\*\*\*: \_\_\_\_\_

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): \_\_\_\_\_

**> A retourner à: Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles**

Virement bancaire à l'ordre de

Kairos – asbl Respire sur le compte: 979-6411697-02

IBAN BE32 9796 4116 9702 – BIC ARSPBE22

Chèques  
non acceptés  
en Belgique



Renseignements:

Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175

Courriel: info@kairospresse.be

Site: www.kairospresse.be

\* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

\*\* Abonnement simple + Don

\*\*\* Remplir EN LETTRES MAJUSCULES